



Global Network of  
Civil Society Organisations  
for Disaster Reduction

# Rendre les déplacements plus sûrs Livre de recettes

Traiter les difficultés de la réduction des  
risques de catastrophes auxquelles sont  
confrontées les communautés déplacées  
dans les zones urbaines



## Acronymes

### **CASM**

Comisión de Acción Social Menonita, au Honduras

### **CDHD**

Cercle des droits de l'homme et de développement, République du Congo

### **OSC**

Organisation de la société civile

### **DEMI-E**

Développement pour un Mieux Etre, au Niger

### **DJPD**

Dynamique Des Jeunes Pour La Paix Et Le Développement Intégral, en République Démocratique du Congo

### **RRC**

Réduction des risques de catastrophe

### **FUNSALPRODESE**

Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico

### **GNDR**

Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction

### **IDMC**

Internal Displacement Monitoring Centre

### **PDI**

Personne déplacée interne

### **IID**

Iraqi Institution for Development

### **Personne LGBTQI**

Lesbienne, gay, bi, trans, queer et intersexe

### **DPS**

Rendre les déplacements plus sûrs (Projet GNDR)

### **NSET**

National Society for Earthquake Technology, au Népal

### **RDI**

Resilience Development Initiative, en Indonésie

### **RoG**

Root of Generations, au Soudan du Sud

### **ODD**

Objectifs de développement durable

### **VdF**

Vues du front (une méthodologie mise au point par GNDR)

### **LVU**

Laboratoires de vie urbaine (méthodologie)

### **USAID-BHA**

Bureau d'aide humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international

### **UNHCR**

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

### **VoSB**

Voice of South Bangladesh



# Rendre les déplacements plus sûrs

## Livre de recettes

Traiter les difficultés de la réduction des risques de catastrophes auxquelles sont confrontées les communautés déplacées dans les zones urbaines

02	<b>Introduction</b>	17	<b>Recettes pour rendre les déplacements plus sûrs</b>
04	<b>Vue d'ensemble des déplacements dans le contexte de catastrophes en milieu urbain</b>	18	Indonésie
		20	Niger
		22	Salvador
06	<b>Conclusions et recommandations émanant des processus participatifs de la DPS</b>	24	Sri Lanka
		26	Soudan du Sud
		28	Népal
09	<b>Terminologie</b>	30	Kenya
12	<b>Approches et ingrédients clés</b>	32	Pakistan
		34	<b>Créez vos propres recettes</b>
		36	<b>Remerciements</b>
		37	<b>Notes</b>

# Introduction

En 2022, plus de 70 millions de personnes dans le monde ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays, après avoir été contraintes de quitter leur foyer à la suite d'une catastrophe ou d'un conflit<sup>1</sup>.

Si certaines personnes peuvent rentrer chez elles quelques jours après une évacuation, d'autres ne pourront pas le faire avant des mois, des années, voire jamais, car leur maison a été détruite ou n'est pas sûre.

De nombreuses personnes déplacées se retrouvent dans des campements informels situés dans les zones urbaines. Elles sont ainsi exposées à d'autres risques, en particulier si elles s'installent dans des zones défavorisées et exposées aux aléas dans les villes et à leurs périphéries. Les personnes déplacées peuvent être confrontées à de nombreuses difficultés. Elles peuvent ne pas être conscientes des risques encourus dans leur nouveau lieu de résidence, ne pas avoir accès aux services de base si elles ne sont pas officiellement reconnues, ne pas disposer de réseaux sociaux solides, être exclues de la prise de décision, être confrontées à la discrimination, faire face à des barrières linguistiques et culturelles et ne pas avoir accès aux opportunités économiques dans leur nouveau lieu de résidence. Ces difficultés liées au déplacement augmentent leur risque d'être déplacées une deuxième ou plusieurs fois.

Les risques de catastrophes continuant à augmenter, les déplacements devraient également se multiplier, principalement dans les zones urbaines. Ce livre de recettes identifie les « ingrédients » et les « recettes » qui ont permis de promouvoir des déplacements plus sûrs en milieu urbain, de renforcer la résilience et d'éviter les déplacements.

## Comment nous avons réalisé ce livre de recettes

Le Réseau Mondial des Organisations de la Société Civile pour la Réduction des Catastrophes (GNDR) est le plus grand réseau d'organisations de la société civile qui s'attachent à renforcer ensemble la résilience des communautés les plus exposées aux catastrophes. GNDR compte plus de 1700 membres dans 130 pays, dont beaucoup ont partagé leurs connaissances et leurs bonnes pratiques dans la série des « livres de recettes »<sup>2</sup>. La série présente des facteurs de réussite – sous la forme d'« ingrédients » – et des études de cas – sous la forme de « recettes » – sur la réduction efficace des risques de catastrophes (RRC).

Ce livre de recettes partage les bonnes pratiques et les enseignements tirés par les membres de GNDR tout au long du projet triennal Rendre les déplacements plus sûrs (DPS), financé par le Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID-BHA). Le livre de recettes fait référence au travail de 11 membres qui ont mis en œuvre des activités dans le cadre de ce projet<sup>3</sup>.

DPS s'appuie sur les solutions de RRC locales pour les populations déplacées dans les zones urbaines. L'objectif du projet DPS est de contribuer à la réduction significative des pertes de vies, de moyens d'existence et d'actifs liées aux risques de catastrophes pour les populations déplacées dans les zones urbaines, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du cadre de Sendai. DPS visait trois résultats principaux :

- Une meilleure compréhension des difficultés particulières que représentent les risques de catastrophe pour les populations déplacées dans les zones urbaines ;
- Un plus grand nombre d'approches innovantes pour réduire la vulnérabilité des populations déplacées dans les zones urbaines ;
- L'institutionnalisation dans les systèmes nationaux et internationaux des approches et des rôles des parties prenantes visant la réduction de la vulnérabilité des populations déplacées dans les zones urbaines.

## Apprentissage partagé au sein du réseau

Outre les 11 organisations qui ont travaillé à la mise en œuvre de DPS, GNDR a interrogé ses membres sur leurs initiatives visant à réduire les risques de catastrophes pour les populations déplacées dans les zones urbaines. En juillet et août 2023, un total de 28 membres ont participé à des ateliers régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Puisant dans leur expérience, ces ateliers ont permis d'identifier et discuter un certain nombre d'ingrédients clé<sup>4</sup>. Les membres de GNDR ont ensuite été invités à réfléchir aux facteurs qui contribuent à la réduction des risques parmi les populations déplacées. Les membres ont recommandé d'ajouter au projet des ingrédients et des approches spécifiques. Ils ont également apporté leurs connaissances et leur expérience en matière d'aide aux personnes déplacées, éléments qui ont été intégrés dans les approches, les ingrédients, la terminologie et les études de cas de ce livre de recettes.

L'enquête et les ateliers ont permis aux membres de GNDR de souligner les difficultés auxquelles sont confrontées les populations déplacées et le travail de leurs organisations de la société civile pour traiter ces difficultés et renforcer la résilience des communautés. Les difficultés recouvrent plus spécifiquement l'accès au logement et aux services et fournitures de base (nourriture, eau, soins de santé, éducation), le manque d'infrastructures, l'exposition aux aléas naturels et la pauvreté.

Les huit recettes de ce livre sont des exemples montrant comment les membres de GNDR traitent le risque de déplacement dans les zones urbaines et elles soulignent le rôle important des OSC dans la collaboration avec les communautés déplacées pour développer et mettre en œuvre des interventions, ainsi que pour plaider auprès des gouvernements locaux et nationaux.

## Objectifs et portée du livre de recettes

L'objectif de ce livre de recettes est de renforcer les capacités des organisations de la société civile, où qu'elles soient dans le monde, à résoudre les problèmes liés aux risques de catastrophes dans les contextes de déplacements urbains.

La plupart des recettes de ce livre sont des exemples de déplacements déclenchés par des catastrophes, principalement des catastrophes météorologiques et climatiques. Le livre de recettes inclut également les expériences des communautés déplacées par les conflits et les besoins socio-économiques, ainsi que la menace des risques de catastrophes. Alors que d'autres ressources mettent en évidence différentes causes et terminologies pour différents types de mobilité humaine, dans ce livre de recettes, en relation avec leur contexte particulier, ils sont considérés comme déplacés.

La plupart des communautés décrites dans les recettes se sont installées dans des zones urbaines, telles que les villes ou leurs périphéries. Le livre de recettes présente des histoires de communautés déplacées dans des environnements plus ruraux où les approches utilisées par les membres de GNDR pour répondre à leurs besoins étaient applicables dans des contextes multiples.

Rendre les déplacements plus sûrs dans les zones urbaines requiert de nombreuses compétences et capacités que les organisations communautaires possèdent déjà en matière de renforcement de la résilience et de la défense des communautés confrontées aux risques de catastrophes. Ce livre de recettes cherche à encourager les membres de GNDR et les autres acteurs travaillant avec les populations déplacées à utiliser leurs capacités pour aider leurs communautés à éviter les déplacements et à soutenir efficacement les personnes déjà déplacées. Pour ce faire, le livre de recettes promeut une approche localisée et tenant compte des risques, et encourage la participation des communautés, ce qui permet de comprendre les préoccupations des personnes déplacées et de travailler avec d'autres parties prenantes pour y répondre en conséquence. Nous espérons que ce livre de recettes pourra également servir d'outil à nos membres pour influencer les politiques et les pratiques nationales en matière de déplacement en préconisant la reproduction des ingrédients présentés.

# Vue d'ensemble des déplacements en milieu urbain en circonstance de catastrophe

Lorsque des personnes sont déplacées, elles peuvent s'installer dans des camps officiels, mais la plupart restent dans des familles d'accueil, dans des logements loués ou s'installent de manière informelle sur des terrains disponibles.

Bien que le pourcentage de personnes déplacées qui s'installent dans les zones urbaines ne soit pas connu, on s'accorde à dire que dans un monde de plus en plus urbanisé, la plupart des personnes déplacées s'installent dans les centres urbains.<sup>5</sup>

Lorsque l'accès aux sites de réinstallation ou à d'autres services officiels est limité, les personnes déplacées peuvent être contraintes de chercher refuge dans des zones mal desservies, marginales ou informelles, situées dans des zones très exposées, telles que les collines et les bassins versants, où les écosystèmes peuvent avoir été dégradés, ou seront dégradés, par leur installation, réduisant ainsi la capacité des écosystèmes à agir comme un tampon naturel.<sup>6</sup> Comme, souvent, les installations informelles ne bénéficient pas des services d'eau et d'assainissement des autorités urbaines, les cours d'eau peuvent être pollués, ce qui augmente les risques sanitaires.





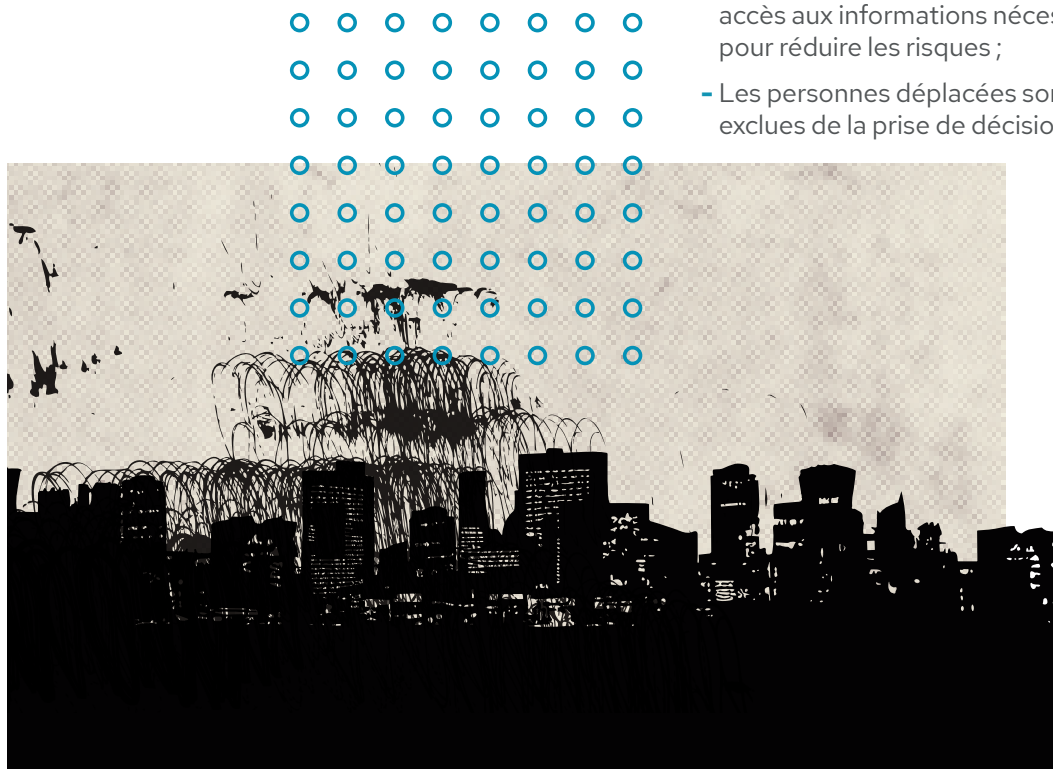
Les personnes déplacées, étant de nouveaux arrivants, ne sont probablement pas conscientes des aléas auxquels elles sont exposées dans leur nouvel environnement et peuvent être exclues des processus de RRC et d'autres processus de partage d'informations, ce qui augmente leur risque face aux catastrophes et la probabilité d'être à nouveau déplacées.

Une personne ou une famille déplacée peut être confrontée à toute une série de difficultés lorsqu'elle s'installe dans une zone urbaine, notamment l'isolement, l'exclusion, la discrimination ou la violence en raison de différences culturelles et de heurts avec la communauté d'accueil, en particulier dans les États fragiles. En outre, les populations déplacées peuvent ne pas disposer des documents nécessaires pour accéder à la terre, aux services tels que l'éducation, les soins de santé et les dispositions financières, notamment l'aide sociale. Elles peuvent également être confrontées à des problèmes de santé mentale, à la violence liée au genre, au mariage forcé et aux conflits intercommunautaires, entre autres.

Ces problèmes restent souvent sans réponse pendant plusieurs années, car les mandats de réponse aux catastrophes prennent souvent fin lorsque la phase d'urgence est déclarée terminée, que l'aide humanitaire est interrompue et que les personnes déplacées n'ont pas encore trouvé de solution durable à leur déplacement.

Les résultats de l'enquête et du projet DPS ont corroboré ces conclusions et ont été repris dans le document mondial de GNDR sur les déplacements forcés<sup>7</sup> comme suit :

- La majorité des personnes déplacées qui vivent dans des zones urbaines continuent d'être touchées par des catastrophes multiples ;
- Les personnes déplacées sont rarement consultées pour l'élaboration des politiques, des plans et des activités visant à réduire les risques de catastrophe ;
- Les personnes déplacées ne reçoivent pas d'accès aux ressources financières nécessaires pour réduire les risques de catastrophes ;
- Les personnes déplacées ont rarement accès aux informations nécessaires pour réduire les risques ;
- Les personnes déplacées sont souvent exclues de la prise de décision.

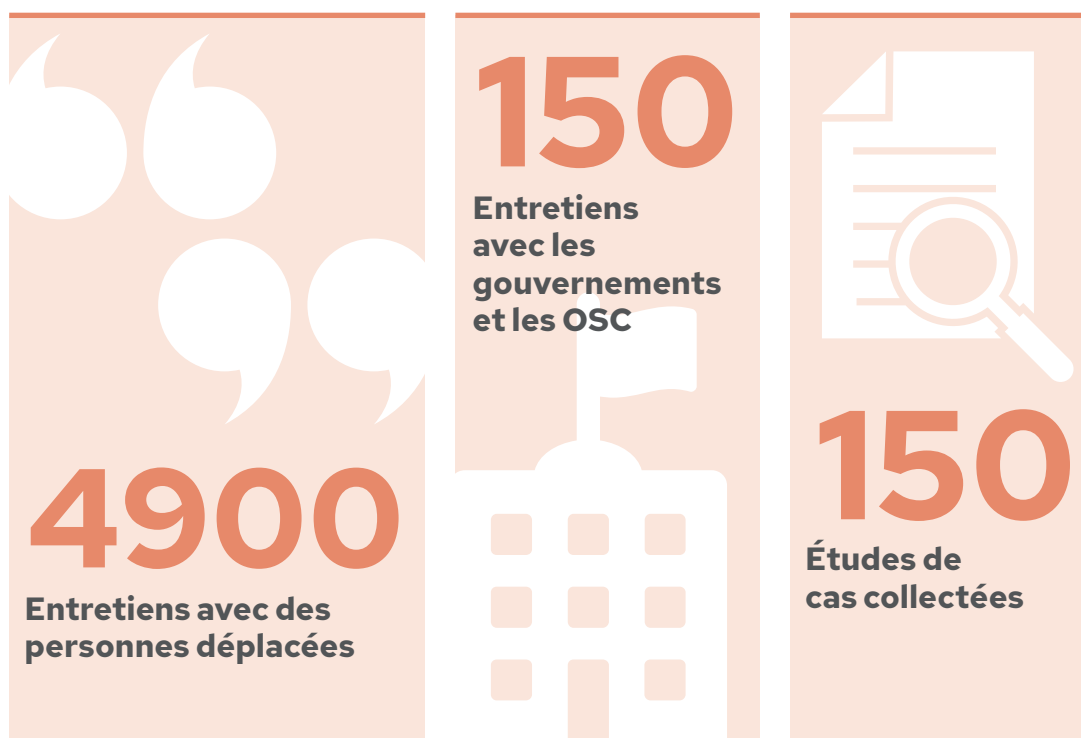


# Conclusions et recommandations tirées des processus participatifs de DPS

DPS était axé sur la communauté et cherchait à mettre en avant les besoins des populations déplacées.

Des interventions locales ont été mises en œuvre dans 11 pays, chacune étant dirigée par une organisation membre de GNDR déjà active dans ce contexte urbain. Afin de garantir que la mise en œuvre locale réponde aux besoins les plus pressants des communautés, chaque organisation exécutante a entrepris une enquête pour

comprendre les menaces, les conséquences, les actions et les obstacles auxquels sont confrontées les populations déplacées dans les zones urbaines. Pour ce faire, elles ont utilisé la méthodologie VdF (Vues du front) de GNDR pour réaliser des entretiens avec des populations déplacées, des représentants du gouvernement et d'autres acteurs influents de la société civile.





Une fois les difficultés les plus urgentes identifiées, les responsables qui exécutaient le projet ont procédé à une cartographie des parties prenantes et ont invité les acteurs concernés à prendre part à leur utilisation de l'approche du laboratoire de vie urbaine (LVU) afin d'envisager des solutions innovantes. Cette approche a rassemblé les populations déplacées, les communautés qui les accueillent, ainsi que les acteurs du secteur privé, de la société civile et du gouvernement, afin de créer et de planifier en collaboration des initiatives durables. Le succès de l'approche des LVU repose sur la participation des personnes déplacées à la prise de décision portant sur l'élaboration, la mise en œuvre et la budgétisation des initiatives. Cela signifie qu'au lieu de parler à la place de la communauté et en son nom, le LVU encourage la collaboration active et la prise de décision avec les communautés. Cette approche permet d'instaurer la confiance, la durabilité et le capital social par le biais de la conception en commun.

La méthodologie de VdF et l'approche des LVU ont été complétées par une cartographie des parties prenantes, une cartographie des aléas, une analyse des politiques, des entretiens individuels et des discussions de groupe avec les personnes déplacées.



La capacité des LVU à impliquer les membres de la communauté déplacée dans la prise de décision a été fréquemment mentionnée comme le plus grand facteur de réussite. De nombreux membres de la communauté se sont sentis habilités à parler directement aux décideurs du gouvernement de leurs préoccupations, à planifier des activités qui répondent à leurs besoins et, dans certains cas, à inspirer les individus à poursuivre plus de travail de plaidoyer à l'avenir. C'était également un élément important pour établir la confiance avec des communautés qui se sont longtemps senties exploitées ou oubliées par les approches typiques de l'aide.

**Mani Tahirou**, Développement pour un Mieux Être (DEMI-E), Niger



En consultant la carte des parties prenantes que nous avons produite, on peut voir les employés et les fonctionnaires du gouvernement responsables des PDI. Ils sont nos alliés, et ils peuvent contribuer de multiples façons à réduire les problèmes..., mais ils ne connaissent pas tous les obstacles sur le terrain et ne savent pas combien une décision pourrait alléger de souffrances. Nous avons besoin de meilleurs mécanismes de planification et de communication entre les différentes parties prenantes.

**Ayad Salih**, Directeur exécutif, Institution irakienne pour le développement (IID), Irak



## Conclusions et recommandations des processus participatifs du projet DPS

### Résultats et recommandations

Les résultats des processus participatifs du projet DPS ont révélé que l'écrasante majorité des populations déplacées reste vulnérable aux catastrophes et aux conflits des années après leur déplacement initial. En outre, elles courent un risque élevé d'entrer, ou de rester, dans l'insécurité économique une fois qu'elles ont été forcées de quitter leur foyer. Généralement, la réponse aux déplacements de population de la part des acteurs humanitaires et des gouvernements locaux est à court terme et se concentre sur des risques uniques ; elle peut ne pas reconnaître spécifiquement les besoins de la population déplacée.



C'est l'approche du LVU qui a permis de rassembler les communautés. Cette approche participative est bonne dans la mesure où elle implique de recueillir le point de vue de la communauté et elle a aidé le CDHD à acquérir de l'expérience dans la résolution des problèmes affectant les communautés. Les approches passées avaient consisté à parler à leur place et en leur nom, mais cela ne convient pas. Le LVU défend l'utilité d'une présence dans les communautés et l'écoute de ce qu'elles ont à dire.

**Alvin Koumbhat**, Cercle des droits de l'homme et du développement (CDHD), République du Congo

Les recommandations des approches participatives figurent dans le *Document global sur le Déplacement forcé*, de GNDR. Les recommandations clés suivantes cherchent à informer les gouvernements, les OSC et les autres parties prenantes qui travaillent avec les populations déplacées et les défendent :

#### 1. Rechercher des approches cohérentes

Travailler à l'intégration des processus et des actions cherchant à lutter contre le changement climatique, le développement durable et le risque de déplacement, afin d'accroître l'efficacité et l'efficience tout en atteignant des objectifs communs.

#### 2. Renforcer la collaboration

Les OSC jouent un rôle important dans le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes. L'inclusion est un aspect essentiel d'un environnement politique favorable.

#### 3. Rechercher des solutions durables

S'attaquer en priorité aux risques économiques et à l'atténuation des aléas – en tenant compte des déplacements futurs – afin de réduire le nombre de personnes en situation de déplacement prolongé.

#### 4. Soutenir une gouvernance efficace

Utiliser une approche pansociétale fondée sur les données pour réduire les risques de déplacement et minimiser la vulnérabilité. Dans la mesure du possible, la société civile devrait suivre les données relatives aux risques de déplacement afin d'empêcher de futurs déplacements et d'impliquer les personnes déplacées, tout en soutenant un financement efficace de la préparation, de l'atténuation, de la réponse et de l'adaptation.

#### 5. Veiller à faire participer à la prise de décision

Il est nécessaire de comprendre le point de vue des différentes populations et de renforcer leur capacité à contribuer à la prise de décision.

# Terminologie

Les termes définis ci-dessous sont les plus pertinents pour comprendre ce livre de recettes. Sauf mention contraire, les termes ci-dessous sont définis de manière informelle.<sup>8</sup>

## Déplacement

Le déplacement désigne la situation dans laquelle des personnes « ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets ».<sup>9</sup>

## Personnes déplacées

Les personnes déplacées sont celles qui sont obligées de quitter leur domicile en raison d'un déplacement.

Les personnes qui fuient à l'intérieur de leur pays sont appelées **personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays**. Les déplacements **transfrontaliers** font référence aux mouvements forcés entre pays. Les personnes qui fuient les persécutions en traversant les frontières et qui répondent à une certaine définition légale<sup>10</sup> sont souvent appelées **réfugiés** si leur statut a été légalement reconnu, et si ce statut n'a pas encore été reconnu mais qu'elles en ont fait la demande au gouvernement du pays, elles peuvent être appelées **demandeurs d'asile**.

## Mobilité humaine

Dans ce livre de recettes, nous utilisons mobilité humaine en référence à l'ensemble des choix humains en matière de déplacement face à un risque. Cela comprend les déplacements ainsi que :

- L'immobilité : l'incapacité de fuir, qui a pour conséquence des « populations piégées » ;
- La migration : fait référence aux mouvements de population qui sont principalement volontaires dans la mesure où, même si elles n'ont pas la possibilité d'en décider en complète liberté, les personnes ont eu la capacité de choisir entre différentes options réalistes ; les personnes peuvent migrer à l'intérieur de leur pays ou à l'étranger ;<sup>11</sup>
- La réinstallation planifiée : déplacement forcé ou volontaire organisé par le gouvernement.

La distinction entre mouvement forcé et mouvement volontaire est souvent ténue. Les individus peuvent déménager pour toute une série de raisons. Par exemple, une sécheresse peut avoir réduit une famille à la pauvreté. La criminalité violente dans la région fait craindre pour la sécurité des personnes, qui n'ont d'autre choix que de partir. Dans ce livre de recettes, elles sont considérées comme des personnes déplacées. La plupart des recettes présentées dans ce livre font référence aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.



### Déplacement dans le contexte de catastrophe

« Comme pour le risque de catastrophe, le risque de déplacement [lié aux catastrophes] peut être exprimé en fonction des aléas, de l'exposition et de la vulnérabilité :

- Probabilité, gravité et nature d'un aléa ou d'une combinaison d'aléas se produisant au fil du temps ; selon les meilleures données scientifiques, le changement climatique devrait modifier la variabilité normale de la météo et rendre certains aléas plus graves et plus fréquents ;
- Exposition des personnes, de leurs maisons, de leurs biens et de leurs moyens d'existence aux aléas avant une catastrophe, et pendant et après leur déplacement d'un endroit à un autre ;
- La vulnérabilité préexistante et évolutive des personnes aux conséquences des aléas avant, pendant et après leur déplacement ».<sup>12</sup>

### Communauté d'accueil

Communauté qui accueille une large population de déplacés, généralement dans des camps ou en les intégrant directement dans des ménages.<sup>13</sup> Dans le contexte des réfugiés, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) définit la communauté d'accueil comme « les structures gouvernementales, sociales et économiques locales, régionales et nationales au sein desquelles vivent les réfugiés ».<sup>14</sup>

Les dispositions en matière d'accueil font référence à la manière dont les populations déplacées sont hébergées au sein des communautés d'accueil.<sup>15</sup> Les hôtes peuvent être des amis ou des membres de la famille des personnes déplacées, ou des personnes au sein de la communauté qui sont disposées, souvent volontairement, à fournir un abri.

### Communauté affectée par les déplacements

Ceux qui subissent les conséquences des déplacements. Il s'agit des personnes elles-mêmes déplacées, des communautés d'accueil, des communautés dans les zones de retour ainsi que des régions dans lesquelles des populations précédemment déplacées s'intègrent.<sup>16</sup>

Pour ce qui est du déplacement forcé, les parties prenantes comprennent les personnes déplacées, les communautés d'accueil, les groupes de la société civile, les gouvernements locaux et nationaux (dans différents départements / ministères), les organisations de la société civile, les Nations Unies, les ONG internationales et le secteur privé, ainsi que d'autres parties intéressées.<sup>17</sup>

### Inclusion

Au sein de la société, les individus et les groupes sont souvent touchés de façon diverse par les conséquences des aléas et menaces extrêmes. Les niveaux et types différents de vulnérabilité sont souvent la conséquence de disparités et d'inégalités au sein du pays. L'inclusion reconnaît l'intersectionnalité de la discrimination qui conduit à la vulnérabilité, notamment le sexe, l'origine ethnique, le handicap, l'identité de genre et l'orientation sexuelle, les religions minoritaires, l'âge : personnes âgées, jeunes et enfants. En particulier, les populations déplacées peuvent avoir un accès limité aux processus de planification et de prise de décision du gouvernement.<sup>18</sup>

### Résilience

Dans le contexte du déplacement, la résilience se rapporte à la manière dont les personnes ou les communautés déplacées sont capables d'absorber, d'accueillir, de s'adapter, de se transformer et de se remettre de leur déplacement. Ces efforts cherchent à éviter les déplacements (y compris secondaires) et à minimiser leurs conséquences.<sup>19</sup>

## Développement qui tient compte du risque

Développement qui « accorde la priorité aux risques auxquels sont exposées les communautés vivant dans les situations les plus vulnérables. Il se place du point de vue des personnes qui sont elles-mêmes les plus exposées au risque. Les communautés les plus menacées proposent des solutions de développement qui atténuent leurs risques et renforcent leur résilience. »<sup>20</sup> Dans le contexte des déplacements de population, un développement tenant compte des risques doit prendre en considération les conditions de vie des communautés déplacées, l'accès aux moyens d'existence et aux services, et la participation aux décisions qui les concernent.

## Localisation

Pour traiter le risque de déplacement, il faut comprendre les besoins locaux et soutenir les gouvernements locaux et les organisations de la société civile dans leur travail. Cela nécessite le transfert et le partage de ressources, non seulement en orientant le financement international vers les acteurs locaux, mais aussi en rassemblant les ressources de la communauté en vue d'une action collective. Les politiques et les pratiques doivent tenir compte des risques, donner la priorité aux plus vulnérables et refléter les réalités du terrain, ce qui implique de respecter les droits humains des personnes les plus exposées. La localisation reconnaît également que les communautés les plus exposées et les organisations de première ligne doivent disposer d'un espace d'influence, d'un accès aux ressources et du pouvoir de prendre des décisions.<sup>21</sup>

## Solutions durables

« Une solution durable est mise en place lorsque des personnes qui ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'ont plus besoin d'aide, ni de protection spécifiques liées à leur déplacement et que ces personnes jouissent des droits de l'homme sans discrimination en raison de leur déplacement. Une solution durable peut être mise en place en assurant : la

réintégration durable dans le lieu d'origine (retour) ; l'intégration locale durable dans les zones où les personnes déplacées ont trouvé refuge (intégration locale) ; l'intégration durable dans une autre partie du pays (réinstallation ailleurs dans le pays). »<sup>22</sup>

## Zone urbaine

Une zone urbaine désigne la région géographique / spatiale comprise dans une ville ou un village et sa zone suburbaine ou périurbaine. Pour les besoins du projet DPS, GNDR a retenu les caractéristiques énumérées ci-dessous pour définir une zone urbaine. Il conviendra aussi de prendre en compte des caractéristiques telles que la densité de population, l'environnement bâti, les limites administratives et la fonction économique :

- Ville : établissement plus grand qu'un village, mais plus petit qu'une grande ville ;
- Grande ville : agglomération importante (plus vaste qu'un village ou une petite ville) avec un centre d'affaires relativement permanent et organisé, où résident des personnes aux compétences variées, et où la concentration de population est forte, avec une dépendance à l'égard de l'industrie et du commerce pour les moyens d'existence ;
- Conurbation : grande zone de développement urbain résultant de la fusion de villes de tailles diverses, autrefois séparées ;
- « Million City » : ville d'un million d'habitants ou plus ;
- Mégalopole : vaste zone urbaine résultant de la fusion de deux ou plusieurs conurbations ;
- Étalement urbain : expansion disproportionnée ou incontrôlée d'établissements urbains dans la campagne environnante, formant des extensions d'établissement urbain relativement peu denses et mal planifiées ;
- Zone périurbaine : zone située entre les délimitations administratives urbaine et rurale, avec des liens plus étroits avec l'établissement urbain qu'avec le rural.

# Approches et ingrédients clés

Les approches et les ingrédients recensés dans ce livre de recettes ont pour point de départ le respect, l'adhésion et la promotion des droits internationalement reconnus des personnes déplacées.

Les approches et les ingrédients présentés ici reflètent l'importance d'offrir aux personnes déplacées la possibilité de s'engager pleinement dans des actions qui répondent à leurs besoins et la possibilité de prendre part aux décisions qui les concernent.

## Approches clé

Les approches décrites ci-dessous – participation, inclusion, société dans son ensemble et droits humains – servent de base à chacune des recettes de ce livre, car elles sont nécessaires pour soutenir les communautés déplacées vivant dans des contextes urbains. Les approches sont exposées dans chacune des interventions soutenues par le projet DPS, en particulier dans leur utilisation de la méthodologie VdF, de l'approche des LVU et, en fin de compte, dans la mise en œuvre globale.

## Approche participative et appropriation par la communauté

La communauté des personnes déplacées et des hôtes devrait être continuellement et utilement impliquée dans les processus d'apprentissage, de conception et de prise de décision. Une participation utile et ayant du sens implique que la communauté dirige, que les prestataires de services facilitent, et que les parties prenantes et les autorités locales écoutent la communauté pour s'assurer que les activités répondent à ses besoins. Le fait de, dès le départ, élaborer toute action en concertation avec les personnes déplacées, permet de répondre à leurs besoins les plus pressants et de favoriser leur participation permanente.



Ce projet, avec l'approche inclusive que nous avons utilisée, est centré sur les personnes afin de démontrer à toutes les parties prenantes qu'il est important de créer une approche inclusive et participative, afin que toutes les parties prenantes, que ce soit les personnes déplacées ou les décideurs politiques, s'assoient autour de la table pour discuter des solutions.

**Alvin Koumbhat**, CDHD,  
République du Congo



La participation et l'appropriation par la communauté peuvent être encouragées par la réalisation d'une enquête ou d'une cartographie participative des ressources, des capacités, des vulnérabilités et des risques. Cela permet de repérer les caractéristiques de la localité et de s'assurer que la planification et les actions sont adaptées au contexte et aux priorités locales. Donner à la communauté d'accueil la possibilité d'identifier ses difficultés et ses besoins, ainsi que de bénéficier d'un soutien, peut contribuer à favoriser l'intégration des personnes déplacées dans la communauté d'accueil. La promotion de l'engagement communautaire et le renforcement des capacités de la communauté sont des éléments clés du succès de l'appropriation communautaire.

### Approche inclusive

Il est essentiel de veiller à ce que tous les membres d'une communauté aient la possibilité de participer et de contribuer aux efforts communs, ce qui nécessite parfois des efforts supplémentaires, par exemple modifier les horaires ou les lieux de réunion. Il convient non seulement d'assurer l'égalité des sexes, mais aussi de donner la priorité à la participation des groupes sous-représentés et marginalisés, notamment les personnes porteuses de handicap, les jeunes, les personnes âgées, les membres de la communauté LGBTQI et d'autres encore. Les personnes déplacées de toute origine sociale ou ethnique, de toute classe, de tout sexe, de tout âge et de tout milieu devraient avoir des chances égales de participer à toutes les étapes.

Les groupes marginalisés doivent être identifiés et inclus dès le début de toute initiative, et des mécanismes appropriés de protection sociale ou d'inclusion doivent être mis en place pour promouvoir leur participation active.



**La confiance dans le processus des LVU a permis au projet d'être mené de manière à ce que la communauté puisse s'exprimer. L'engagement des parties prenantes était indispensable. Les points de vue ont été entendus et les gens ont pris part au processus.**

**Jean de Dieu Musengamana,**  
Manadisaster, Rwanda

### Approche pansociétale

Toutes les parties prenantes concernées doivent être impliquées de manière significative dans toutes les étapes de la gestion des risques liés au déplacement. Par parties prenantes il faut entendre notamment les personnes déplacées, les membres de la communauté, les niveaux de gouvernement concernés, les groupes et organisations de la société civile et le secteur privé. Cet engagement devrait inclure un dialogue continu entre la communauté déplacée, la communauté d'accueil et les autres parties prenantes.



**Nous avons besoin d'une coordination avec le gouvernement et les différentes parties prenantes pour nous attaquer à toutes les sources de déplacement forcé et à l'éducation aux catastrophes dans tout le pays.**

**Judith Mbarushimana**  
Manadisaster, Rwanda

### Approche basée sur les droits

Les solutions fondées sur les droits font intervenir quatre grands principes : la participation significative et inclusive et l'accès à la prise de décision ; la non-discrimination et l'égalité ; la reddition de compte ; la transparence et l'accès à une information étayée par des données désagrégées.<sup>23</sup> Les *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays* définissent la portée des droits des personnes déplacées comme « les droits et les garanties concernant la protection des personnes contre les déplacements forcés et la protection et l'aide qu'il convient de leur apporter au cours du processus de déplacement, ainsi que pendant leur retour ou leur réinstallation et leur réintégration. »<sup>24</sup>

## Approches et ingrédients clés

### Ingrédients clés

Une bonne recette commence par de bons ingrédients. Chacun des ingrédients suivants est un élément important pour construire le travail avec les communautés déplacées en vue de permettre l'amélioration de leur résilience et la défense de leurs besoins, en particulier lorsque ce travail est fondé dans le contexte local et associé aux quatre approches énumérées ci-dessus.



Au début du projet [DPS], nous n'avions pas vraiment le sentiment d'appartenir à une communauté et aucun d'entre nous n'envisageait même d'essayer d'influencer les politiques publiques qui affectent nos vies. Je pense que c'est parce que nous n'avions pas pris conscience des risques auxquels nous sommes confrontés et du fait qu'ils pouvaient et devaient être gérés. Grâce au projet, nous nous sommes organisés et nous, les femmes, avons formé un comité chargé de prendre des décisions pour améliorer notre qualité de vie et assumer la responsabilité de l'environnement dans lequel nous vivons. Certains leaders sont apparus naturellement, d'autres étaient des personnes influentes de la communauté que nous avons approchées. Nous leur avons demandé d'amener d'autres personnes aux réunions afin que nous puissions nous mettre d'accord sur nos priorités. Cela a fonctionné. Nous nous sommes organisées et cela a attiré l'attention des médias. Cela a permis de convaincre les autorités locales et d'autres acteurs d'unir leurs efforts pour réduire les déchets mis en décharge. Je suis fière du logo que nous avons conçu pour le comité communautaire ; il symbolise notre unité au sein de la communauté.

**Elena Alvaro**, membre de la communauté et présidente du Comité de l'économie circulaire, Masca, Honduras

Il est recommandé d'inclure les ingrédients suivants dans les recettes destinées à lutter contre le déplacement :

1. Renforcer la communauté ;
2. Servir de catalyseur pour l'accès aux droits des personnes déplacées ;
3. Inciter les autorités gouvernementales et les dirigeants à agir ;
4. Reconstruire les moyens d'existence et la résilience.

### 1. Renforcer la communauté

Les personnes déplacées peuvent avoir perdu leur communauté et leur réseau social. Elles peuvent être installées avec des personnes déplacées d'autres communautés avec lesquelles elles ne s'identifient pas ou avec lesquelles elles sont en conflit. Il peut être nécessaire de commencer par créer un sentiment de communauté en encourageant le dialogue entre toutes les personnes déplacées, en veillant à ce que les plus marginalisées soient incluses.

Les personnes déplacées peuvent s'être installées au sein d'une communauté d'accueil ou être de nouveaux arrivants dans un quartier informel d'une zone urbaine. Des tensions peuvent apparaître entre les personnes déplacées, avec d'une part les nouveaux arrivants avec lesquels les ressources doivent être partagées et d'autre part les personnes vivant déjà dans la région (qui peuvent ou non se considérer comme une communauté d'accueil).

Voici des moyens pour les OSC de renforcer la communauté :

#### a. Favoriser la cohésion communautaire parmi les personnes déplacées

Les personnes déplacées doivent avoir la possibilité de discuter de leurs besoins, de leurs capacités et de leurs intérêts avec d'autres personnes déplacées. Il est essentiel de garantir la participation des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes porteuses de handicap et des personnes marginalisées, car les déplacements affectent les personnes différemment et exacerbent les vulnérabilités. L'identification de leaders au sein de la communauté déplacée, en tant que porte-parole des besoins de la communauté, favorise l'appropriation des décisions et le soutien de la communauté.

## b. Promouvoir l'intégration au sein de la communauté d'accueil ou dans un nouvel établissement

Pour favoriser l'intégration, les personnes déplacées et la communauté d'accueil et / ou les personnes installées antérieurement ont besoin d'espaces de dialogue. Pour faciliter l'intégration, il faut par exemple donner aux communautés d'accueil la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et d'identifier leurs besoins, veiller à ce que les communautés d'accueil bénéficient également des services d'aide aux personnes déplacées et si nécessaire faciliter une initiative de consolidation de la paix et de réconciliation lorsque des populations en conflit vivent dans la même région.

## 2. Servir de catalyseur pour l'accès aux droits des personnes déplacées

Il arrive souvent que les besoins des personnes déplacées ne soient pas reconnus par la communauté d'accueil, les autorités locales ou le système juridique. Même lorsque le gouvernement relogé des personnes, celles-ci peuvent ne pas recevoir de titres de propriété ou ne pas avoir accès aux services. Les personnes déplacées peuvent avoir besoin d'aide pour accéder au droit au logement (en particulier, les femmes peuvent avoir besoin d'aide pour revendiquer des droits fonciers et de propriété), aux documents d'état civil, à un travail décent / aux moyens d'existence et à l'accès aux biens et services de base tels que les soins de santé, l'alimentation et l'éducation.

### a. Adapter l'aide à l'accès aux services

Les besoins des hommes, des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes porteuses de handicap et des personnes marginalisées diffèrent, de sorte qu'ils peuvent avoir besoin d'un soutien adapté pour accéder à l'information, aux ressources et aux mécanismes de prise de décision. Il peut s'agir, par exemple, d'aider les parents à obtenir des documents scolaires ou des diplômes de remplacement pour que leurs enfants puissent réintégrer le système scolaire.

## b. Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits

Les personnes déplacées peuvent avoir besoin d'aide pour s'organiser comme communauté en vue de défendre collectivement leurs droits. Un soutien efficace peut inclure des campagnes médiatiques pour aider les personnes déplacées à se faire entendre.

## 3. Inciter les autorités gouvernementales et les dirigeants à agir

Les autorités gouvernementales ont la responsabilité de prévenir les déplacements et de prendre des mesures pour que les personnes déplacées trouvent des solutions durables. Cependant, les capacités et les ressources nécessaires pour assumer leurs responsabilités sont souvent insuffisantes au niveau local. Pour promouvoir l'engagement, mettre en commun les ressources et encourager les autorités à donner la priorité aux besoins des personnes déplacées, elles doivent être impliquées le plus tôt possible dans le dialogue. Les dirigeants communautaires et les OSC locales actives peuvent être utiles pour rassembler la communauté déplacée, instaurer la confiance et promouvoir la défense des intérêts de la communauté auprès des autorités gouvernementales.

Les actions pertinentes sont les suivantes :

### a. Établir un partenariat pour la fourniture de services et de programmes

Pour répondre plus efficacement aux besoins des personnes déplacées, il est utile de coordonner les services et les programmes avec les autorités gouvernementales compétentes, les OSC et d'autres acteurs. Une approche coordonnée peut permettre de tirer le meilleur parti d'un financement limité. Une première étape peut consister à cartographier les parties prenantes, puis à faciliter les discussions avec elles pour comprendre leurs mandats respectifs et convenir des domaines de collaboration afin d'exploiter les synergies et d'éviter les lacunes dans la fourniture des services.



## Approches et ingrédients clés

### b. Développer en commun une plateforme d'engagement civique avec les autorités gouvernementales et les personnes déplacées

Il est important que les personnes déplacées et les autorités gouvernementales développent conjointement des processus pour discuter des contraintes et des besoins, tant immédiats qu'à long terme, ainsi que pour traiter les facteurs de risque liés au déplacement. Les OSC peuvent soutenir le développement d'une plateforme visant à promouvoir le rôle des personnes déplacées dans la prise de décision.

La participation du gouvernement est essentielle pour garantir que les objectifs puissent être atteints ou maintenus au-delà de la période de mise en œuvre d'un projet grâce à un financement continu et à l'institutionnalisation. Un mécanisme doit être mis en place pour garantir que les politiques soient transférées / traduites en actions et pour soutenir ces actions.

### c. Promouvoir la collecte de données et assurer le suivi des activités de plaidoyer, de reddition de compte et de programmation fondée sur des données probantes

Les données sur les besoins, les difficultés et le bien-être des personnes déplacées au fil du temps sont nécessaires à la défense de leurs intérêts et à l'évaluation des interventions d'acteurs extérieurs. Les autorités gouvernementales et les autres



**Avant le lancement des activités de lutte contre l'érosion par le terrassement des collines de la communauté de Gisasa, l'érosion provoquait des catastrophes telles que la destruction de maisons et le lessivage des terres. Mes cultures ont été emportées jusqu'à la rivière par les eaux de ruissellement provenant des collines. Les mêmes eaux de ruissellement arrivaient à grande vitesse et détruisaient tout, y compris ma maison et les routes ; tous ces problèmes ont provoqué la faim, des déplacements de population et des problèmes pour les services de base. Aujourd'hui, ce problème est résolu : le creusement de tranchées a permis d'intercepter toutes les eaux de ruissellement de la colline.**

**Frank Rusine**, vivant à Kigali, Rwanda

acteurs doivent être transparents dans la mise en œuvre de leurs activités et l'allocation de leur budget au sein de la communauté. Étant donné que les populations déplacées peuvent se méfier de la collecte de données par le gouvernement, les acteurs gouvernementaux doivent travailler avec la communauté pour s'assurer que les informations collectées visent à bénéficier à la communauté et à répondre à ses besoins.

Le suivi participatif permettra à la communauté de contribuer au processus et de s'assurer que les résultats escomptés soient vécus au sein de la communauté. L'expérience vécue et les données recueillies dans les contextes de déplacement devraient également éclairer la prise de décision, la politique et la programmation.

## 4. Reconstruire les moyens d'existence et la résilience.

Les ingrédients pour aider les personnes déplacées à reconstruire leurs moyens d'existence pendant le déplacement et à éviter d'être à nouveau déplacées sont :

### a. Renforcer les compétences pour l'emploi et l'esprit d'entreprise

Cela peut se faire par le biais d'ateliers de renforcement des capacités basés sur les besoins et les souhaits de la communauté. L'acquisition de compétences peut contribuer à la création de moyens d'existence durables et à long terme.

### b. Développer conjointement des activités génératrices de revenus adaptées au contexte local

Cela permettra non seulement aux membres de la communauté de s'approprier le projet et d'améliorer la viabilité et la durabilité des activités prioritaires, mais aussi à la communauté d'identifier ses points forts et ses domaines d'intérêt.

### c. Promouvoir l'accès aux informations et aux outils de réduction des risques de déplacement

Pour les personnes déplacées dans les zones d'habitat informel, il s'agit, par exemple, de permettre l'accès aux systèmes d'alerte précoce, de sensibiliser aux risques locaux et d'impliquer les personnes déplacées dans la préparation afin d'éviter un déplacement secondaire.



# Recettes pour rendre les déplacements plus sûrs

Les recettes suivantes combinent les ingrédients présentés dans ce livre de recettes pour rendre les communautés déplacées plus sûres, afin de renforcer leur résilience, de trouver des solutions durables et de réduire la probabilité d'un déplacement secondaire. Si certaines histoires utilisent les mêmes ingrédients, les contextes locaux répondent aux besoins variés des communautés locales.





# Indonésie

## Les entreprises coopératives renforcent les moyens d'existence des communautés

### Introduction

La ville de Garut, en Indonésie, est particulièrement vulnérable aux catastrophes en raison de la forte densité d'établissements informels dans la vallée fluviale. Dans cette recette, Resilience Development Initiative (RDI), groupe de réflexion indonésien, a favorisé la cohésion communautaire et a permis à la communauté d'entreprendre un travail en commun pour renforcer les compétences en matière d'emploi et d'entrepreneuriat, créer de nouvelles possibilités de moyens d'existence et entreprendre des initiatives de plaidoyer.

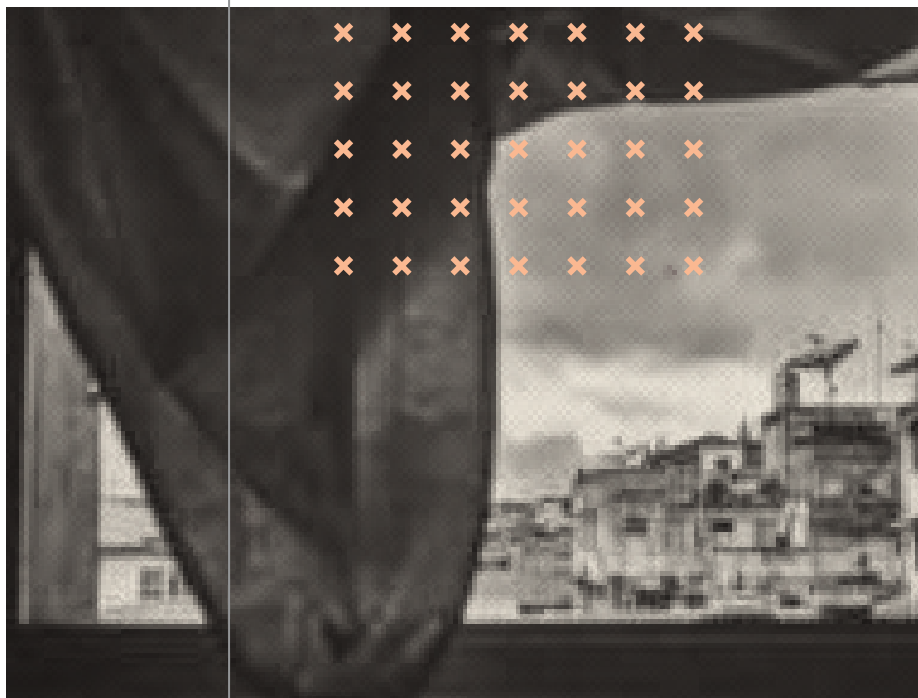
### Ingrédients clés

- Favoriser la cohésion communautaire parmi les personnes déplacées ;
- Développer en commun des activités génératrices de revenus, pertinentes au niveau local ;
- Renforcer les compétences pour l'emploi et l'esprit d'entreprise ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits.

### Contexte du déplacement

En 2016, à Garut, une inondation soudaine a détruit plus de 2 500 maisons dans six sous-districts et causé d'importantes pertes économiques. Les membres de la communauté l'ont décrite comme « l'inondation la plus massive et la plus dévastatrice ». <sup>25</sup> L'inondation a été la plus dommageable pour les communautés vivant à proximité des berges, en particulier les établissements informels. 787 familles ont été contraintes de quitter leur domicile. Le gouvernement local a relogé les personnes touchées dans dix endroits de la périphérie du sous-district de Garut Kota.

Les nouveaux sites étaient éloignés du centre-ville et les personnes déplacées n'avaient pas accès aux services de base, aux moyens d'existence, aux ressources financières et aux informations susceptibles de les aider à réduire les risques de catastrophe. Malgré leur besoin d'aide, il n'y avait pas d'autorité ou d'institution clairement responsable des communautés relocalisées. Les personnes vivant dans la communauté de Huntap Babakan Carik, par exemple, ont eu du mal à accéder au centre de la ville et n'ont bénéficié que d'un soutien limité pour créer une petite entreprise.





## Activités prioritaires

En réponse, RDI a travaillé avec les communautés déplacées à Huntap Babakan Carik et Cigadog pour créer des moyens d'existence basés sur un modèle de coopérative communautaire. Le plan de relogement du gouvernement regroupait des ménages de différentes communautés dans une même zone plutôt que de reloger des communautés entières. Pour renforcer la cohésion de la communauté, RDI a incité les personnes des diverses communautés à travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs. Des réunions ont été organisées dans des lieux accessibles afin que les populations marginalisées aient la possibilité de participer aux décisions de la communauté.

Le projet a commencé par offrir des possibilités de renforcement des capacités, notamment des ateliers sur le rétablissement psychologique après une catastrophe, la création et la gestion de coopératives, la planification et la gestion d'entreprise, l'éducation financière et la gestion des déchets. Les membres de la communauté ont pu mettre à profit ces compétences dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre d'entreprises coopératives. À Huntap Babakan Carik, la communauté a accepté de créer une coopérative communautaire qui assurerait une meilleure gestion des déchets dans la région, tout en soutenant le redressement économique de la communauté par la création d'une coopérative communautaire qui a développé des étals de marché, des banques de déchets et la culture d'asticots.

La communauté de Cigadog a été d'accord pour combiner le concept de coopérative communautaire avec le marché aux puces traditionnel. L'initiative ciblait le soutien à l'esprit d'entreprise de la communauté, tout en optimisant le potentiel du mont Putri (attraction touristique) pour organiser le marché aux puces. En outre, Cigadog a travaillé sur la gestion de l'eau propre et a cherché à créer une entreprise d'épargne et de prêt.

Afin d'inciter les autorités gouvernementales à s'engager durablement auprès des communautés déplacées, un groupe de travail a été mis en place qui a permis aux membres des communauté et aux parties

prenantes d'exprimer leurs préoccupations. On créa aussi des ateliers nationaux et régionaux pour améliorer la compréhension de la politique de déplacement dans le contexte de catastrophe et à clarifier le rôle des différentes agences. Des relations ont été établies avec les autorités nationales et locales, ainsi qu'avec les organismes régionaux et des acteurs internationaux. Pour mettre en œuvre les projets dans la circonscription de Garut, il a fallu obtenir l'adhésion des acteurs du gouvernement local. RDI a travaillé avec les personnes déplacées pour améliorer la compréhension de leurs droits et pour plaider en faveur d'un soutien de la part des autorités locales. Au niveau national, RDI a organisé un atelier national pour présenter des sujets liés à la façon de rendre les déplacements plus sûrs et discuter des déplacements dans le contexte de catastrophe, en Indonésie. Au niveau international, en 2022 RDI a fait une présentation lors de la Plateforme mondiale sur la RRC, à Bali, en Indonésie.

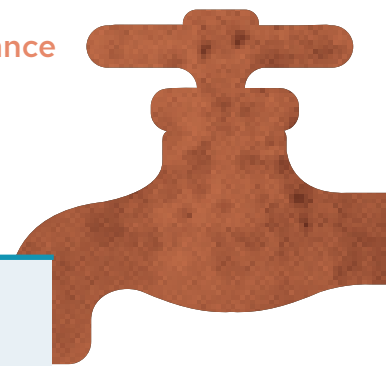


**La facilitation de la RDI a renforcé ma confiance et a élargi mon réseau, ce qui a ouvert des possibilités d'obtenir une assistance technique de la part des unités gouvernementales locales.**

**Ibu Wawat**, vivant à Cigadog, Indonésie

### Présentation de Resilience Development Initiative

Resilience Development Initiative (RDI) est un groupe de réflexion indonésien, axé sur la résilience aux catastrophes et au climat, les systèmes d'énergie renouvelable, l'égalité des sexes, le bien-être des enfants et le développement durable. RDI estime que les études interdisciplinaires et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes sont essentielles pour renforcer la résilience en Indonésie.



# Niger

## La collaboration avec les autorités locales permet d'obtenir des documents d'état civil pour les personnes déplacées

### Introduction

Lorsque les gens fuient, ils partent souvent sans les documents nécessaires pour accéder aux services gouvernementaux ou reconstruire leur vie. Cette recette répond aux besoins des personnes déplacées en matière de documents d'état civil et explique comment Développement pour un Mieux Être, organisation de la société civile au Niger, a pu s'associer au gouvernement local pour aider les personnes déplacées à accéder à leurs droits.

#### Ingrédients clés

- Adapter l'aide à l'accès aux services ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits.

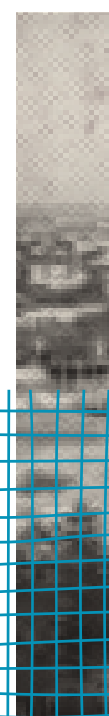
### Contexte du déplacement

Le Niger souffre des effets croissants du changement climatique. Au cours des dix dernières années, la bande sud de la région de Diffa a été frappée à plusieurs reprises par de graves inondations.

Les communautés qui dépendent de l'agriculture irriguée ont vu leurs champs ravagés et leurs maisons détruites. De plus, les sécheresses, les vents violents et l'érosion font que les champs de dunes ne sont plus productifs, ce qui rend la population extrêmement vulnérable. En outre, le conflit avec Boko Haram a déstabilisé le sud-est du pays. Tous ces facteurs ont entraîné des déplacements massifs : une grande partie de la bande sud-ouest a été vidée de sa population, des centaines de villages ont été abandonnés et les gens vivent dans des camps ou des établissements spontanés.

### Activités prioritaires

À la périphérie de la commune urbaine de Diffa, des personnes déplacées provenant de sept villages différents, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du Niger, se sont réfugiées dans le village d'Awaridi. DEMI-E a utilisé la méthodologie VdF pour identifier les principales difficultés auxquelles étaient confrontées les personnes déplacées. Celles-ci sont notamment l'accès aux services sociaux de base, l'exclusion des lois et des stratégies, et un manque de connaissances en matière de RRC.





Cette activité a été jugée prioritaire parce qu'elle comprend des sous-activités très pertinentes et que l'ensemble du programme s'attaque aux causes fondamentales de la vulnérabilité du groupe cible. Nous sommes partis du principe que quelqu'un qui n'a même pas les documents qui font de lui un citoyen de son pays, qui ne connaît même pas les textes qui régissent son statut, ne peut légitimement prétendre à quoi que ce soit. S'ils sont correctement enregistrés comme citoyens nigériens et s'ils sont au courant des lois et règlements en vigueur, ils pourront alors revendiquer en toute légalité et légitimité tout ce qui leur revient de droit et même demander de modifier les dispositions qui ne tiennent pas compte de leurs besoins réels.

**Mani Tahirou**, DEMI-E, Niger

Conformément à ce qu'avait révélé le processus des laboratoires de vie urbaine, la communauté a convenu que l'accès aux services de base, notamment les soins de santé, le logement et l'alimentation, était sa principale priorité.

Afin de s'assurer que les personnes déplacées aient accès aux services gouvernementaux, l'organisation DEMI-E s'est associée aux autorités gouvernementales compétentes pour délivrer des documents d'état civil à 3 000 personnes déplacées. L'initiative de distribution de documents a donné la priorité aux femmes et aux enfants.

Les participants au projet ont plaidé pour que les points de vue des personnes déplacées soient pris en compte dans une politique humanitaire nationale et un document de gestion des catastrophes. Ils ont également participé à des campagnes de sensibilisation à la loi n° 2018-74 relative à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Mobilisant plus de 10 000 personnes, la campagne a conduit les autorités régionales de Diffa à prendre en compte le déplacement des personnes dans le plan régional de réponse aux crises et aux catastrophes.



## Présentation de Développement pour un Mieux Être

Développement pour un Mieux Être (DEMI-E) est une organisation non gouvernementale nationale nigérienne qui apporte son soutien dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources et de la protection sociale. Sa mission est de contribuer au renforcement des capacités de résilience des communautés rurales et urbaines par la mise en œuvre d'initiatives de développement autogérées.

# Salvador

## L'accès aux informations et aux outils de RRC renforce la cohésion communautaire

### Introduction

À La Union, au Salvador, le gouvernement a relogé des populations déplacées provenant d'autres municipalités et d'établissements illégaux. Pourtant, la relocalisation présente de nouveaux risques de catastrophes.

Cette recette, mise au point par Funsalprodese, partenaire de GNDR, grâce au soutien du projet DPS, combine la cohésion communautaire, la collaboration avec les autorités gouvernementales et la promotion d'informations et d'outils de réduction des risques de catastrophe pour concocter un système d'alerte précoce.

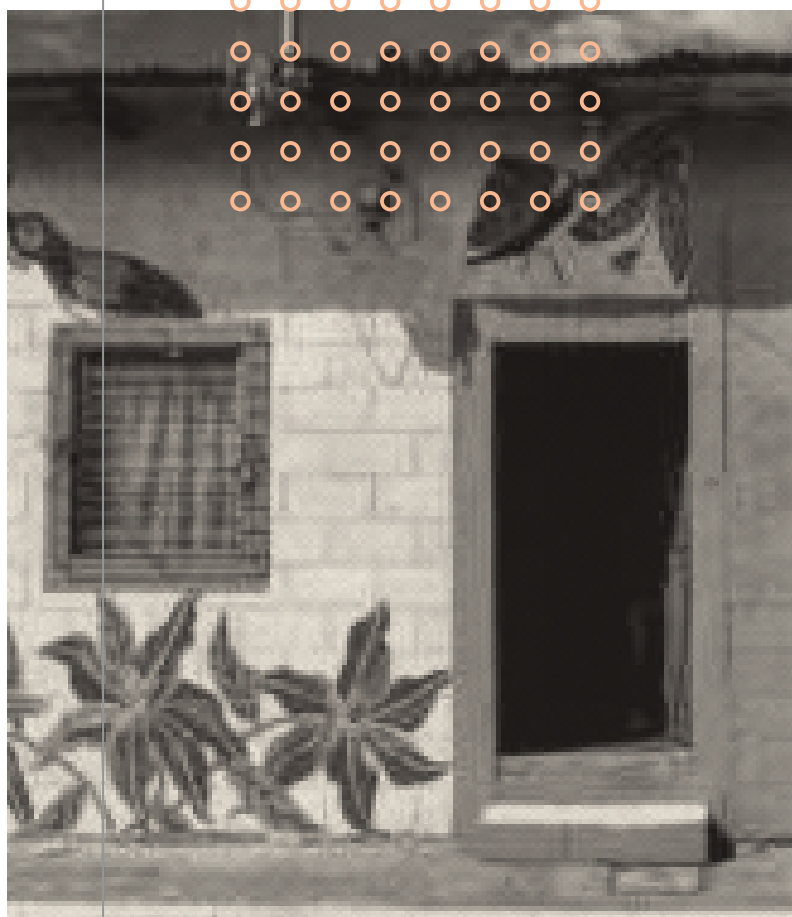
### Ingrédients clés

- Favoriser la cohésion communautaire parmi les personnes déplacées ;
- Établir des partenariats pour la fourniture de services et de programmes ;
- Développer en commun une plateforme d'engagement civique avec les autorités gouvernementales et les personnes déplacées ;
- Promouvoir l'accès à l'information et aux outils de réduction des risques de déplacement.

### Contexte du déplacement

Suite à la relocalisation de plusieurs communautés, un certain nombre de risques et de nouvelles vulnérabilités peuvent apparaître en ce qui concerne la cohésion sociale, l'accès aux services, l'infrastructure et les risques de catastrophes en général. Dans cet exemple, les zones de relocalisation sont exposées à des risques climatiques et sismiques.

Les cours d'eau et les ravins, ainsi que le mauvais état des égouts et des caniveaux, ont rendu la région vulnérable aux inondations et, pendant la saison sèche, la région connaît la sécheresse. Les populations déplacées dans trois sites de relocalisation manquent de logements permanents, d'eau potable, d'électricité domestique et d'accès aux soins de santé et à l'éducation.



## Activités prioritaires

Funsalprodeese a veillé à ce que les communautés aient accès à des systèmes d'alerte précoce et à des infrastructures de préparation à l'évacuation. Pour s'attaquer aux risques d'inondation dans trois communautés, l'organisation a soutenu l'installation d'un éclairage et d'une signalisation le long de la route d'évacuation, ainsi que de haut-parleurs pour l'alerte précoce. Plus de 70 lampes solaires ont été distribuées dans les trois communautés, améliorant ainsi la sécurité et la préparation à l'évacuation.



**Le système d'alerte précoce a bien fonctionné pour la communauté ; nous communiquons sur tout type d'urgence et envoyons des avertissements. Par exemple, lors des récentes pluies, nous avons envoyé des informations sur l'heure à laquelle l'ouragan allait frapper. Nous avons donc surveillé et envoyé des avertissements aux familles, car la plupart des maisons ici sont faites de tôles ondulées. Nous avons pu être conscients de ce qui se préparait. En effet ce que nous entendions du Nord nous faisait peur. Cela allait détruire nos maisons. Nous avons donc informé la communauté de l'heure à laquelle l'ouragan allait arriver afin qu'elle puisse se préparer. C'est donc très utile pour nous, car nous pouvons tenir l'ensemble de la communauté informée ; nous pouvons être prêts et conscients de toute alerte.**

**Anabel Ventura**, Comité de la communauté Nuevo Amanecer, Intipucá, La Unión, Funsalprodeese, El Salvador

Les deux systèmes de communication installés comprenaient des tours de sonorisation de neuf mètres avec deux haut-parleurs, deux microphones et un équipement d'amplification. Les communautés ont également reçu une formation à l'entretien du matériel, ainsi qu'une formation aux premiers secours, à l'eau et l'assainissement, à la gestion des abris et au risque de déplacement.

Des jardins communautaires ont été créés. Les communautés ont été aidées par Funsalprodeese à créer un comité agricole et à mettre en place un système de collecte des eaux de pluie et d'irrigation au goutte-à-goutte afin d'améliorer la fertilité des sols et la rétention de l'humidité. Les jardins communautaires ont permis d'atteindre de multiples objectifs, notamment l'accès à la nourriture et aux moyens d'existence, ainsi que le renforcement de la cohésion communautaire.

Après avoir partagé avec chaque communauté des informations concernant leurs droits de participation, les communautés ont développé leur propre stratégie de plaidoyer auprès des autorités gouvernementales. Chaque communauté a proposé des améliorations aux responsables locaux et revendiqué son droit à participer à la préparation du budget et du plan d'investissement participatif annuel. Les relations avec les autorités gouvernementales se sont améliorées grâce à une communication continue facilitée par les comités agro-environnementaux. En conséquence, le gouvernement a demandé la formalisation des comités en tant qu'associations, ce qui a permis de leur apporter un soutien gouvernemental.

## Présentation de Fundación Salvadoreña

Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico (FUNSALPRODESE) est née d'un mouvement social initié par dix organisations et a été légalement constituée en 1998. Son objectif est de coordonner la formation, de défendre la liberté d'expression et le droit d'organisation, et de protéger les victimes déplacées du conflit armé.



# Sri Lanka

## Une nouvelle plateforme d'engagement civique et l'éducation améliorent les efforts de résilience

### Introduction

En 2004, le tsunami de l'océan Indien a provoqué la destruction de plus de 65 000 structures résidentielles au Sri Lanka, entraînant le déplacement de milliers de personnes et des difficultés généralisées d'accès aux services de base et aux moyens d'existence. Bien que 19 ans se soient écoulés depuis la catastrophe, les communautés luttent toujours pour trouver des solutions durables à leur déplacement.

Dans cette recette, l'OSC sri-lankaise, Janathakshan GTE Ltd, répond par une recette qui adapte le soutien aux besoins de la communauté déplacée en matière d'éducation et d'engagement civique pour défendre ses intérêts auprès des autorités gouvernementales.

### Ingrédients clés

- Adapter l'aide à l'accès aux services ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits ;
- Développer en commun une plateforme d'engagement civique avec les autorités gouvernementales et les personnes déplacées ;
- Renforcer les compétences pour l'emploi et l'entreprenariat.

### Contexte du déplacement

En réponse aux milliers de personnes déplacées par le tsunami de l'océan Indien, le gouvernement du Sri Lanka a créé des logements pour les populations déplacées, notamment la population cible des tours d'habitation, comprenant 288 unités et abritant 1 752 personnes.

En enquêtant auprès des habitants des appartements, Janathakshan GTE Ltd a constaté que les personnes relogées étaient confrontées à une extrême pauvreté, à un accès limité aux moyens d'existence et au chômage. La faible acceptation sociale et le manque d'éducation ont conduit certains d'entre eux à l'alcoolisme et à la toxicomanie. En outre, la communauté déplacée n'a reçu aucun document légal après avoir déménagé pour prouver qu'elle est propriétaire des unités de logement. Ses membres ont été confrontés à l'exclusion sociale par la communauté d'accueil, ainsi qu'à un manque de cohésion communautaire au sein du programme de relogement.

### Activités prioritaires

Pour remédier à cette situation, Janathakshan GTE Ltd a mis en place des programmes de formation professionnelle et d'autoentreprenariat, notamment : un programme spécialement destiné aux ménages monoparentaux ; des dialogues facilités entre les jeunes et les responsables de la formation professionnelle ; un atelier sur les affaires et le marketing ; et la mise en place d'une équipe de jeunes leaders au sein de la communauté. L'organisation a également facilité le dialogue avec les autorités chargées de la formation professionnelle, aux niveaux national et divisionnaire, afin de plaider en faveur de l'inclusion des populations déplacées.

Afin de soutenir davantage les jeunes de la communauté, Janathakshan GTE Ltd a organisé des séminaires de révision pour aider les étudiants à se préparer aux examens finaux de l'école secondaire, et a fourni du matériel scolaire (par exemple des cartables, des bouteilles, des articles de papeterie et des manuels scolaires) à ceux qui en avaient le plus besoin. L'organisation a développé un fonds pour soutenir l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et professionnel, et a mené un programme pour



motiver les jeunes à poursuivre leurs études. Cette intervention reposait sur le constat qu'un nombre croissant d'élèves venant du programme de logement abandonnaient l'école et que certains enfants n'avaient pas accès aux services d'éducation formelle.

Le projet visait à démontrer la valeur de l'éducation et à motiver les enfants à poursuivre leurs études. Des concours d'art, de poésie et de rédaction ont été organisés. Les élèves des villages voisins ont été invités à participer et à contribuer à l'intégration sociale. Des programmes de motivation ont également été organisés pour que les parents comprennent l'importance de maintenir leurs enfants à l'école.

Bien que les autorités et les institutions gouvernementales aient clairement confié à la communauté les rôles et responsabilités en matière de prestation de services, elles peinaient à fournir ces services pour deux raisons principales : il n'y avait pas de canal de communication entre la communauté et les autorités, et la coordination entre les institutions laissait à désirer.

Janathaksan GTE Ltd a organisé un événement commun avec les représentants du gouvernement local et le Secrétariat Divisional de Panadura, afin de présenter les difficultés auxquelles la communauté est confrontée et de discuter des interventions possibles avec les ministères et les départements du gouvernement. Cela a conduit à la création d'un comité de travail au bureau du SD de Panadura pour mettre en relation la communauté déplacée et les autorités gouvernementales, ce qui a donné lieu à plusieurs réunions bilatérales avec les autorités respectives (c'est-à-dire le bureau zonal de l'éducation, les directeurs d'école, le bureau du SD) pour plaider en faveur de solutions à long terme.

L'une des initiatives de plaidoyer prioritaires consistait à attirer l'attention des autorités sur la question de l'accès à la propriété. Une analyse de la situation a été réalisée afin d'identifier les initiatives prises par les autorités et les lacunes du processus. Sur la base de cette analyse, des recommandations ont été élaborées et partagées avec les autorités responsables du logement, de l'éducation, de la protection de l'enfance et de la formation professionnelle.

Une série de partenaires ont été impliqués de différentes manières. Afin d'assurer la durabilité des objectifs du projet, un groupe de pilotage multipartite a été créé et une stratégie de collecte de fonds a été élaborée. Des décideurs politiques de différents ministères ont été réunis, facilitant ainsi un espace de dialogue sur des solutions holistiques et à long terme. Janathakshan GTE Ltd a constaté que son approche communautaire était un facteur clé de succès. « Nous avons pu rassembler la communauté et d'autres acteurs locaux clés, en les réunissant au sein d'une même plateforme pour discuter et rechercher des solutions durables aux problèmes les plus urgents. Outre la possibilité de mieux comprendre les divers problèmes socio-économiques auxquels la communauté est confrontée seize ans après sa réinstallation, cette plateforme a surtout contribué à instaurer la confiance et à combler le fossé entre la communauté, les autorités et les autres acteurs clés », a déclaré Chandrika Kularathne, Directeur du département Adaptation et résilience au changement climatique.



## Présentation de Janathakshan (GTE) Ltd

Janathakshan GTE Ltd est une entreprise à but non lucratif au Sri Lanka. Au cours des 25 dernières années, l'organisation a contribué au développement vert et durable, en renforçant la résilience, en promouvant le développement à faible émission de carbone et les processus d'économie circulaire avec les communautés.

# Soudan du Sud

## Aide à l'accès aux droits par le biais d'actions de plaidoyer et de formation pour reconstruire les moyens d'existence

### Introduction

Depuis 2013, les conflits récurrents au Soudan du Sud ont poussé environ 4,2 millions de personnes à fuir leur foyer. Les inondations et les sécheresses aggravent encore le risque de déplacement.

Les personnes déplacées n'ont pas accès aux services essentiels tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé et les abris. Root of Generations (RoG), ONG locale et partenaire de mise en œuvre du projet DPS, a répondu aux difficultés des personnes déplacées vivant à Gumbo, à la périphérie de Juba, et a renforcé le sentiment d'appartenance à la communauté. L'organisation a aidé les personnes déplacées à Gumbo à comprendre leurs droits et a collaboré avec des groupes de la société civile pour inciter les autorités gouvernementales à prendre des mesures afin de créer des moyens d'existence pour les personnes déplacées en milieu urbain.

### Contexte du déplacement

Autour de la ville de Juba, de nombreuses personnes déplacées vivent dans des établissements informels et dépendent de l'aide humanitaire. Elles disposent de ressources limitées et vivent dans des maisons construites avec les matériaux qu'elles peuvent trouver localement. L'ONG locale Root of Generations (RoG) a travaillé avec six communautés pour comprendre leurs besoins et leurs capacités et renforcer leur résilience. Trois d'entre elles sont des bidonvilles et des établissements de squatters. De nombreux habitants ont été déplacés à la suite d'un conflit et, étant donné qu'ils viennent d'être installés près de la rivière, ils sont exposés à un risque important d'inondation. Une autre communauté, installée dans des structures semi-permanentes, a été déplacée depuis plus de 20 ans, les habitants dépendant de l'agriculture à petite échelle et de l'exploitation de commerces le long de l'autoroute. D'autres communautés – qui vivent également dans des structures semi-permanentes – ont été déplacées par des inondations en 2019 ou par des violences en 2016 et 2019. Nombre de ces communautés souffrent de vulnérabilités similaires, notamment l'exposition aux déchets industriels, les inondations, les taux de criminalité élevés, l'insécurité de l'eau, les mauvaises conditions de logement et les installations sanitaires inadéquates.

### Ingrédients clés

- Favoriser la cohésion communautaire parmi les personnes déplacées ;
- Promouvoir l'intégration des personnes déplacées au sein de la communauté d'accueil ou dans un nouvel établissement ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits ;
- Renforcer les compétences pour l'emploi et l'esprit d'entreprise ;
- Développer en commun des activités génératrices de revenus adaptées au contexte local.

## Activités prioritaires

Bien que l'accès aux services de base ait été mis en avant par la majorité des communautés, celles-ci ont convenu que la lutte contre le chômage était une priorité essentielle dans le cadre du projet DPS. Grâce au travail de RoG, les bénéficiaires ont fait état d'une amélioration de leur sécurité alimentaire, de la qualité de leurs abris et de leur confiance en eux pour défendre leurs intérêts et ceux de leur communauté.

La première étape pour répondre aux besoins des communautés a été de favoriser la cohésion. Les différences ethniques et culturelles entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil peuvent parfois créer des malentendus et des difficultés. Afin de tenir compte des différences culturelles et des conflits liés à la propriété foncière et à l'accès aux ressources, le personnel du gouvernement régional a organisé des réunions séparées avec la communauté d'accueil afin qu'elle puisse exprimer ses préoccupations. Le gouvernement régional s'est également efforcé d'accroître les possibilités de subsistance des personnes déplacées afin d'éviter que les ressources disponibles, telles que les terres agricoles, ne soient mises à rude épreuve.

RoG a sensibilisé les personnes déplacées à leurs droits, en particulier aux services de base, au travail décent et à l'éducation, et aux moyens de faire valoir ces droits. Les représentants ont fait du porte-à-porte pour fournir des informations sur les droits et ont également utilisé les réunions communautaires et les médias locaux – la télévision, la radio, les journaux et les médias sociaux – pour attirer l'attention sur les



**Je peux maintenant confectionner des robes et les vendre à la communauté. J'apporte mon argent à la cagnotte du groupe toutes les semaines, sans exception. Ma vie de famille a été transformée. Mes enfants ont repris le chemin de l'école. J'économise de l'argent et je paie leurs frais. Nous avons un repas deux fois par jour, ce qui n'était pas le cas auparavant. Je peux payer les frais d'hospitalisation en cas de maladie. J'ai rénové ma maison et ajouté une petite pièce où mes enfants peuvent dormir. Nous dormions tous dans la même chambre et nos jambes restaient dehors, ce qui était difficile quand il pleuvait.**

**Alice<sup>26</sup>**, vivant à Gumbo, Juba, Soudan du Sud

difficultés auxquelles sont confrontées les personnes déplacées. Trois émissions de radio ont atteint une audience cumulée de 50 000 personnes et ont appelé à l'inclusion des personnes déplacées dans les interventions futures.

Les autorités locales ont été impliquées dès le début du projet, participant à la fois à la méthodologie VdF et à l'approche des LVU. Le gouvernement local s'est rendu dans les foyers des personnes déplacées pour comprendre leurs besoins et a fait participer les autorités locales et nationales en organisant des tables rondes avec les personnes déplacées et la communauté d'accueil. Une campagne dans les médias sociaux a mis en évidence le déplacement comme un risque national et a tenté de promouvoir l'inclusion des personnes déplacées dans la prise de décision et la planification du développement. En réponse, le gouvernement national a demandé aux États fédérés hôtes d'allouer des terres aux personnes déplacées.

Au niveau communautaire, RoG a travaillé avec 25 bénéficiaires pour développer cinq entreprises dans la communauté, fournissant des biens et des services tels que la couture, les biens de consommation courante, les vêtements d'occasion, les produits frais et les semences agricoles. Les groupes ont mis en commun leurs économies de sorte que si le groupe atteignait un certain seuil, l'argent supplémentaire serait utilisé pour soutenir un sixième nouveau groupe de démarrage. De cette manière, le capital continue de croître pour bénéficier à davantage de personnes déplacées.

## Présentation de Root of Generations

Root of Generations (ROG) est une organisation nationale non gouvernementale fondée en 2010 et officiellement enregistrée en 2016 par la Commission de secours et de réhabilitation du Soudan du Sud. Son mandat consiste à mener des actions d'autonomisation des femmes par le biais de l'éducation civique, de la consolidation de la paix, de l'éradication de la violence fondée sur le sexe, de la promotion des droits de l'homme et de l'acquisition de compétences nécessaires à la vie quotidienne pour des moyens d'existence durables.



# Népal

## La formation aux moyens d'existence et à la RRC renforce la résilience

### Introduction

Cette recette a été concoctée par National Society for Earthquake Technology – Népal (NSET), qui a soutenu une communauté déplacée dans la vallée de Katmandou en combinant l'engagement civique, la génération de revenus et l'utilisation d'outils et d'informations de RRC pour renforcer la résilience et l'autosuffisance de la communauté.

### Ingrédients clés

- Renforcer les compétences pour l'emploi et l'esprit d'entrepreneuriat ;
- Développer une plateforme d'engagement civique en commun avec les autorités gouvernementales et les personnes déplacées ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits ;
- Promouvoir l'accès à l'information et aux outils de réduction des risques de déplacement.

### Contexte du déplacement

Des dizaines d'établissements informels mixtes entourent Katmandou. Si de nombreuses personnes vivant dans ces communautés ont été déplacées à la suite de conflits et de catastrophes, d'autres y ont déménagé pour trouver des moyens d'existence. Après avoir étudié plus de 50 établissements informels mixtes dans la vallée de Katmandou, NSET a choisi de travailler avec une communauté située dans un établissement non planifié sur un terrain public entre la route du Corridor Bagmati et la rivière Bagmati. La population a un statut juridique précaire et est confrontée à de multiples facteurs de risque de catastrophes. Il n'y a pas d'activités de RRC actives dans l'établissement.

L'enquête menée au niveau communautaire a montré que les crues soudaines constituent la menace la plus importante, suivie par les risques sismiques et les mauvaises conditions d'hygiène. 83 % des personnes interrogées



**Grâce à cette formation, j'ai eu l'occasion d'apprendre beaucoup de choses, comme l'hygiène, les soins aux bébés, aux personnes âgées et aux personnes porteuses de handicap. Nous avons quelques connaissances sur ces sujets, mais cette formation nous a beaucoup appris. Après avoir suivi cette formation, j'ai trouvé un emploi d'aide ménagère, ce qui a vraiment changé ma vie.**

**Ameerah<sup>27</sup>**, domiciliée à Katmandou, Népal

ont été touchées par des catastrophes, notamment par la perte ou la détérioration de leur logement, la maladie, les blessures ou la perte de leurs moyens d'existence. Le manque de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes est considéré comme un obstacle au renforcement de la résilience. Les personnes déplacées sont également confrontées à des problèmes liés à leur statut juridique et à une éventuelle expulsion par le gouvernement.

Malheureusement, une crue soudaine s'est produite au moment où était menée l'enquête communautaire. Le 6 septembre 2021, la rivière Bagmati est sortie de son lit suite à de fortes pluies et le système de drainage n'a pas pu faire face. À 4 heures du matin, les membres de la communauté ont été réveillés par les eaux de crue qui pénétraient dans leurs maisons (environ 30 % des maisons étaient touchées) et par un établissement submergé. NSET a été en mesure de répondre rapidement, sur la base de ses travaux de recherche avec la communauté. Cela a modifié les relations entre la communauté et le gouvernement, ce qui a permis d'établir des contacts plus étroits.

## Activités prioritaires

Afin de renforcer les compétences professionnelles, le personnel de NSET a travaillé avec le Kadambari College et Skill Factory Nepal pour proposer un programme de formation professionnelle aux employées de maison sur l'entretien ménager et les soins à prodiguer.

Les mesures de réduction des risques de catastrophe jouent également un rôle clé dans cette recette, NSET assurant à la fois la formation et l'amélioration des infrastructures afin de renforcer la résilience de la communauté. La formation était axée sur la préparation aux catastrophes, les interventions d'urgence, la recherche et le sauvetage, et les interventions en cas d'incendie.

La communauté a également élaboré un plan d'évacuation et a pu prépositionner des fournitures telles que des extincteurs. L'action sera soutenue par du personnel formé et des membres de la communauté. NSET et la communauté ont travaillé ensemble pour former des bénévoles, renforcer les capacités et convenir de plans

pour renforcer la résilience. La formation à la lutte contre les incendies s'est avérée particulièrement efficace : quelques semaines après la formation, une maison a pris feu et l'un des stagiaires a pu intervenir rapidement pour l'éteindre.

L'infrastructure communautaire a été mise en avant comme une difficulté majeure. Une certaine route d'accès était en mauvais état et sujette aux inondations. La route a été nivelée et le système de drainage a été réparé afin d'éviter de nouvelles inondations et d'offrir une voie d'évacuation à la communauté. NSET a travaillé avec la communauté pour concevoir, préparer des dessins et estimer les besoins en main-d'œuvre et en matériel pour améliorer le système de drainage ; l'organisation a également aidé la communauté à trouver des fonds supplémentaires pour les fournitures.

Enfin, un comité composé de fonctionnaires fédéraux et locaux, d'acteurs du secteur privé et d'organisations de la société civile a été constitué. Ces personnes avaient pour objectif d'institutionnaliser l'engagement des personnes déplacées dans la RRC et la réponse aux catastrophes, et de combler ainsi le fossé entre politique et pratique. Un groupe de travail a également été constitué, comprenant des fonctionnaires locaux, des membres de la communauté et des organisations de la société civile, pour aider à coordonner les efforts locaux et promouvoir l'inclusion des personnes déplacées. Outre une réunion du comité consultatif national, un atelier national a permis aux membres du comité d'entamer un dialogue sur la manière d'impliquer les communautés déplacées et de combler les lacunes politiques.

## Présentation de National Society for Earthquake Technology

Créée en 1994, National Society for Earthquake Technology – Népal (NSET) est une organisation népalaise à but non lucratif qui travaille à la réduction des risques de catastrophes, et plus particulièrement à la gestion des risques liés aux tremblements de terre. L'objectif de NSET est de rendre les communautés népalaises résilientes d'ici 2050.





# Kenya

## Le plaidoyer favorise l'accès à l'information et aux outils de réduction des risques de déplacement

### Introduction

Kisumu se trouve au bord du lac Victoria et est la quatrième ville du Kenya. Le développement non réglementé a un impact négatif sur la résilience, entraînant une réduction des moyens d'existence, des services de faible qualité et une augmentation des risques de catastrophe, entre autres les déplacements. Dans cette recette, Winam Grassroots, membre de GNDR, utilise la collecte de données et le suivi pour informer les interventions des OSC et les partenariats sur la prestation de services.

### Ingrédients clés

- Créer des partenariats pour la fourniture de services et de programmes ;
- Promouvoir l'accès à l'information et aux outils de réduction des risques de déplacement ;
- Adapter l'aide à l'accès aux services ;
- Promouvoir la collecte de données et le suivi pour la défense des intérêts, la reddition de compte et la programmation fondée sur des données probantes ;
- Soutenir le plaidoyer pour l'accès aux droits.



### Contexte du déplacement

Le développement non réglementé a exposé les communautés vivant sur les rives du lac Victoria à de grands risques. Les inondations détruisent les habitations et les entreprises, décimant l'agriculture et les moyens d'existence. Les gens doivent rester dans des camps temporaires, chez leurs voisins ou dans leur famille pendant des mois.

Winam Grassroots a mené des enquêtes, des discussions de groupe et des entretiens approfondis avec des personnes déplacées afin de déterminer le nombre de personnes touchées et l'aide nécessaire. Les données ont fourni une indication des actions que les autorités locales et les autres parties prenantes devraient privilégier et pour peser sur l'affectation des ressources afin de soutenir la communauté. Les gens avaient besoin d'aide pour les intrants agricoles, la nourriture et d'autres besoins de base, ainsi que pour aider les femmes à obtenir des cartes nationales de soins de santé. Winam Grassroots a également organisé une réunion de bilan des parties prenantes et a partagé le rapport avec diverses agences afin de donner un aperçu des principales difficultés auxquelles est confrontée la communauté déplacée.

### Activités prioritaires

Winam Grassroots a travaillé avec les dirigeants de diverses structures communautaires pour rallier les citoyens et élaborer un plan sur la manière de partager les informations, de cuisiner en commun, de nettoyer leur environnement et d'assurer la sécurité de leur propre camp. Ensemble, ils ont élaboré un plan qui attribue les responsabilités en matière d'échange d'informations et de prise de décision en cas d'inondation. Dans une présentation décrivant leur travail, un membre de Winam Grassroots a déclaré : « Nous devons tous développer le travail en réseau. Les OSC devraient collaborer davantage et ne pas rester silencieuses. » En recourant à des dialogues locaux et à des assemblées de base pour impliquer diverses associations et organisations communautaires, l'organisation a pu former des groupes d'action et mener des actions de renforcement des capacités et de sensibilisation. La communauté a été initiée aux signes d'alerte précoce et



Imaginez une femme qui se couche et qui est réveillée par des hurlements. L'eau est en train d'entrer chez elle rapidement. Ses enfants sont endormis sur le sol. Elle a peur, ne sait pas si elle doit prendre ses enfants et partir rapidement ou essayer de sauver quelques affaires dont ils ont tant besoin avant d'échapper aux eaux féroces et déchaînées d'une rivière qui est sortie de son lit.

Ils n'ont nulle part où aller et ne savent pas à qui s'adresser pour obtenir de l'aide, si ce n'est à leurs voisins qui sont dans la même situation qu'eux. Ils doivent dormir dans le froid et, au lever du jour, ils ont faim, sont sales et ont froid. Tous leurs biens – y compris ceux qui leur permettaient de gagner leur vie – sont mis sens dessus dessous. L'avenir semble sombre.

**Dorothy Midimo**, de Winam Grassroots, Kenya, décrit la situation à laquelle de nombreux membres de la communauté ont été confrontés lorsque les inondations ont frappé Kisumu.

a travaillé en commun pour nettoyer les espaces communs, dégager les égouts et gérer les déchets.

Dans le cadre de leur travail dans les camps de fortune, les collaborateurs de Winam Grassroots plaident pour que le gouvernement national assure la sécurité, fournisse rapidement de la nourriture, un accès aux soins de santé, aux abris, à l'eau et aux installations sanitaires et, enfin, pour une relocalisation planifiée et bien gérée.

Winam Grassroots travaille sur la campagne *The City We Need Now*<sup>28</sup> [La ville dont nous avons besoin maintenant], qui soutient le nouvel agenda pour des villes et des communautés durables. Il s'agit d'une plateforme permettant aux communautés locales de défendre leurs intérêts, d'innover et d'agir en matière de changement climatique. Elle cherche à influencer la mise en œuvre des politiques, en particulier en ce qui concerne les prévisions et affectations budgétaires, dans les plans de développement annuels.

Imaginez une femme réveillée par une alarme et des cloches. Elle sort et voit que ses voisins se sont déjà rassemblés à l'extérieur. Le mobilisateur / répondant communautaire à qui elle se souvient avoir parlé quelques semaines auparavant lui explique la situation. Le niveau de la rivière monte et le risque d'inondation est élevé. Une école se trouve à sept minutes en voiture et est considérée comme sûre. Chaque famille dispose d'une heure pour préparer ses affaires et se rendre à l'école.

Il y aura de la nourriture, un abri et plus d'informations. La femme prend ses quelques objets de valeur et part en voiture avec ses enfants. Elle connaît l'itinéraire et il n'y a pas d'accumulation d'eau sur la route. Dans l'école, les intervenants communautaires travaillent sur le plan d'évacuation et les chefs de quartier font les comptes. Les enfants disposent d'une aire de jeux sécurisée, de matelas pour dormir et de nourriture chaude. Elle s'endort en sachant que le risque n'est pas écarté, mais qu'il y a une équipe communautaire qui travaillera et saura comment s'y prendre. Ils sont en sécurité.

**Dorothy Midimo**, de Winam Grassroots, Kenya, décrit la situation à laquelle de nombreux membres de la communauté ont été confrontés lorsque les inondations ont frappé Kisumu.

## Présentation de Winam Grassroots

Winam Grassroots s'efforce d'autonomiser les communautés de la région des lacs au Kenya en les sensibilisant à l'environnement et au changement climatique, à l'agriculture de conservation, à l'égalité des sexes, à l'autonomisation et au développement communautaire.

Winam Grassroots est une organisation dirigée par ses membres qui place les besoins de sa communauté au centre du développement, en amplifiant les voix de la communauté pour apporter des changements.

# Pakistan

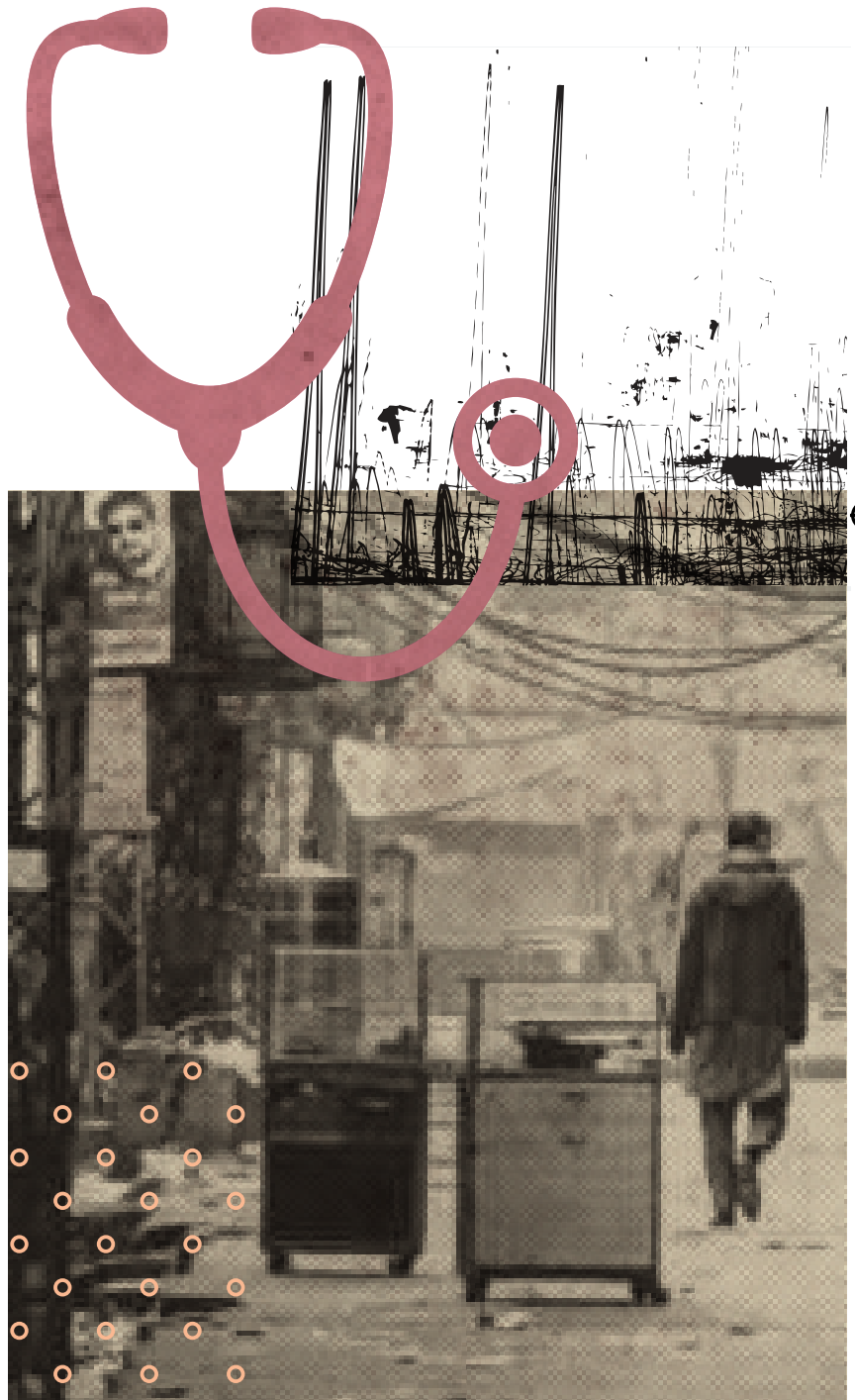
## Répondre aux besoins de santé pour renforcer la résilience et favoriser les outils d'intégration locale

### Introduction

Les inondations de 2022 au Pakistan ont causé des dégâts considérables, détruit plus de deux millions d'habitations et touché environ 15 % de la population du pays. Après les inondations, Alight, membre de GNDR, a fourni un accès à l'éducation et aux soins de santé à la communauté touchée, en utilisant une recette qui a favorisé la cohésion parmi les populations déplacées, a permis l'accès aux systèmes et aux services, et a créé de nouveaux partenariats avec d'autres OSC.

### Ingrédients clés

- Favoriser la cohésion communautaire parmi les personnes déplacées ;
- Adapter l'aide à l'accès aux services ;
- Créer des partenariats pour la fourniture de services et de programmes.



## Contexte du déplacement

Constatant la nécessité d'un accès aux soins pour les personnes déplacées par les inondations de 2022 au Pakistan, Alight a concentré ses efforts sur la rénovation de trois centres de santé ruraux et sur l'approvisionnement en fournitures médicales nécessaires, tout en fournissant des services de santé primaire, maternelle, néonatale et infantile. Bien que la rénovation ait permis d'aider une grande partie de la communauté, Alight a constaté que certaines personnes n'avaient pas accès aux centres de santé.

## Activités prioritaires

Pour combler cette lacune, Alight a contacté des organisations locales afin de trouver le meilleur moyen d'aider les patients ne pouvant quitter leur maison – tels que les femmes et les enfants – et de veiller à ce que tout le monde ait accès aux soins médicaux. L'organisation a collaboré avec des acteurs locaux pour apporter un soutien psychologique et a mis en place des centres d'apprentissage temporaires afin d'impliquer et de réhabiliter les jeunes enfants par l'éducation et le sport. Alight a réuni des représentants des organisations travaillant dans le même domaine. Ensemble, ils ont coordonné avec succès la répartition des tâches entre eux afin de minimiser les doubles emplois et d'éviter les lacunes dans les services. Par exemple, là où Alight fournissait des services de santé, une autre organisation fournissait des services d'eau et d'assainissement.

Tout en se concentrant sur les besoins des populations déplacées, Alight a recruté des volontaires issus à la fois de la communauté d'accueil et de la communauté déplacée afin de renforcer la dynamique sociale. Alight emploie également des membres de la communauté d'accueil dans des rôles d'intervention d'urgence afin d'améliorer les relations avec la communauté.

Afin d'amplifier la voix des personnes déplacées et de les sensibiliser aux services disponibles, Alight a mobilisé ses bénévoles locaux pour qu'ils utilisent les médias sociaux. L'organisation a également contacté les représentants locaux des médias nationaux afin d'informer la population des districts locaux et leurs représentants publics.



**Alight ne s'appuie pas uniquement sur les rapports d'évaluation des besoins ou les rapports de situation. L'organisation incite les personnes déplacées et les membres de la communauté d'accueil à participer au plan de réponse. Cette approche a été bénéfique pour la réponse à de multiples égards : renforcement de la cohésion sociale, accélération du temps de réponse et innovation de solutions rentables.**

**Tariq Cheema**, Alight, Pakistan

## Présentation d'Alight

Reconnaissant que l'aide humanitaire adopte souvent une approche générique où il y a peu de place pour le sur-mesure, Alight travaille avec les populations déplacées pour créer avec elles des réponses humanitaires et fournir un soutien depuis leur déplacement initial jusqu'à la recherche de solutions durables. Alight concentre son travail sur les personnes déplacées et développe des partenariats locaux de confiance qui renforcent la résilience.

# Créez vos propres recettes

Les recettes de ce livre prouvent qu'il est possible de rendre les déplacements plus sûrs.

Les gouvernements, les organisations de la société civile et les communautés locales peuvent travailler ensemble pour réduire le risque de déplacement et réagir efficacement lorsqu'un déplacement se produit. Les personnes déplacées doivent jouer un rôle actif dans les activités de réduction des risques et de réponse aux catastrophes de leur communauté. Les OSC sont bien placées pour aider les personnes déplacées à reconstruire leur vie en utilisant les quatre ingrédients clés recommandés :

1. Renforcer la communauté ;
2. Servir de catalyseur aux personnes déplacées pour qu'elles accèdent à leurs droits ;
3. Inciter les autorités gouvernementales et les dirigeants à agir ;
4. Reconstruire les moyens d'existence et la résilience.

Les OSC, et d'autres acteurs, sont invités à réfléchir à la manière dont ils peuvent appliquer au mieux les ingrédients, ou en renforcer l'utilisation. Par exemple :

- S'intégrer dans la communauté et comprendre les difficultés auxquelles les personnes déplacées sont confrontées – à la fois les difficultés intrinsèques au déplacement et celles liées à la marginalisation et à l'exclusion des services et des opportunités ;
- Évaluer les risques pour comprendre la probabilité d'un déplacement et s'attaquer à ce qui pourrait le provoquer ;

- Œuvrer à la cohésion entre les populations déplacées et les populations d'accueil, en offrant des possibilités de dialogue et des services à l'ensemble de la communauté touchée par le déplacement ;
- S'engager à adopter des approches participatives, inclusives, pansociétales et fondées sur les droits humains, afin de garantir que les actions reflètent les priorités de la communauté et répondent aux besoins des personnes déplacées les plus marginalisées ;
- Faciliter le dialogue et la prise de décision commune avec tous ceux qui ont un intérêt à répondre aux besoins des personnes déplacées ;
- Exprimer et plaider en faveur des personnes déplacées et avec elles : ouvrir des canaux de communication permettant aux personnes déplacées d'exprimer leurs points de vue et d'appeler directement les autorités gouvernementales à prendre des mesures ;

« Les femmes sont parmi les plus touchées par le changement climatique, et ces difficultés sont accentuées dans les situations de déplacement. Le gouvernement et la communauté internationale doivent aller dans le sens de l'urbanisation des sites déplacés, construire et équiper davantage de centres de santé, d'écoles, de points d'eau modernes et soutenir les jeunes et les femmes pour qu'ils apprennent de nouveaux métiers adaptés aux réalités du moment et du lieu, mais aussi créer des opportunités. »

**Falmata Boulama**, vivant à Awardi, au Niger, et s'exprimant lors de la COP27

- Amplifier, aux niveaux des plateformes locale, nationale et mondiale, les voix des personnes déplacées afin de déclencher un changement de politique en faveur des personnes déplacées ;
- Collecter des données sur les perspectives des personnes déplacées – notamment grâce aux outils décrits dans ce livre de recettes – afin de repérer les difficultés et de responsabiliser le gouvernement pour qu'il soutienne des solutions durables ;

« Le projet a saisi des besoins et des priorités inconnus jusqu'alors au sein des communautés déplacées en milieu urbain. Son succès global à faire apparaître ce sujet – et les solutions potentielles – sur le radar des gouvernements locaux et même nationaux est susceptible d'avoir un impact substantiel s'il est maintenu dans les années à venir. »

**Mani Tahirou**, DEMI-E, Niger

- Aider les personnes déplacées à accéder aux services et à renforcer leurs capacités afin qu'elles puissent créer des entreprises ou trouver un emploi ;
- Renforcer la communauté et promouvoir le leadership et l'action parmi des personnes qui n'ont peut-être rien d'autre en commun que le déplacement.

« Nous n'avons pas dormi, car de nombreux ruisseaux et rivières débordaient. Il y avait des glissements de terrain et nous n'avions aucun moyen de sortir de là. Ce que nous attendions, c'était que quelqu'un nous trouve ou que la pluie s'arrête. Avec effort, les hommes de la famille ont tracé un chemin à travers la montagne et nous nous sommes mis en route : jeunes, personnes âgées, enfants, hommes et femmes. C'est avec beaucoup de douleur et d'angoisse que nous avons laissé nos affaires en partant sans savoir ce qui pourrait arriver dans nos maisons et [à nos] biens matériels. Après trois heures de marche, nous avons réussi à atteindre la communauté de Tegucigalpa. De nombreuses personnes nous attendaient avec une grande chaleur humaine puisque nous les avions prévenus à l'avance de notre arrivée. Notre rencontre s'est faite avec une grande joie car nous étions en sécurité. »

**Perla Jackeline Martinez Menjivar**, participante au projet, CASM, Honduras

Le choix de la recette dépend de l'environnement dans lequel vous évoluez. Les meilleures solutions sont créées en commun et permettent à toutes les personnes impliquées d'apporter leur contribution.

Alors que vous commencez à rassembler vos ingrédients, posez-vous les questions suivantes :

**Comprendre le contexte :** Pourquoi les personnes sont-elles déplacées ? Quand se sont-elles installées dans cette communauté ? Quelle est la dynamique entre les personnes déplacées et la communauté d'accueil ?

**Demander aux populations déplacées :** Avez-vous accès aux biens et services de base ? Avez-vous accès à l'emploi et aux moyens d'existence ? Disposez-vous des documents nécessaires pour accéder aux services sociaux fournis par le gouvernement et pour demander une indemnisation ?

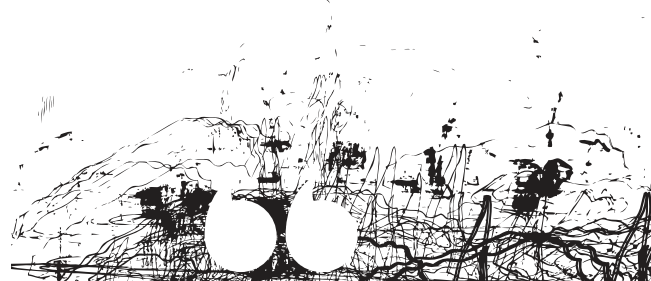
**Renforcer la collaboration :** Entrez en contact avec la communauté et prenez contact avec les dirigeants locaux. Faites-leur connaître vos points forts en tant qu'organisation, vos relations au sein de la communauté et au-delà, et voyez comment vous pourriez être utile. Comment pouvez-vous collaborer pour traiter les difficultés auxquelles les personnes déplacées sont confrontées ?

**Concevoir l'action ensemble :** Quelles sont les capacités de la communauté ? Quelles sont les capacités qu'elle aimerait développer ? De quelles ressources a-t-elle besoin pour atteindre ses objectifs ?

**Créer des liens :** Voyez comment votre projet ou vos actions s'articulent avec le travail effectué par d'autres acteurs dans la région. Comment veiller à ce qu'il n'y ait pas de doublons ? Existe-t-il un moyen de mettre en commun les ressources pour obtenir un effet maximal ?

**Veiller à la durabilité :** Qui devez-vous impliquer maintenant pour vous assurer que les résultats obtenus seront durables ?

**Vous avez entre les mains les ingrédients clés et le savoir-faire pour continuer à traiter des difficultés auxquelles sont confrontées les personnes déplacées.**





# Remerciements

**Le livre de recettes a été rendu possible grâce au soutien généreux du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Le contenu de ces supports relève de la seule responsabilité de GNDR et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.**

Ce livre de recettes a été écrit par Silvi Llosa et Nicole Anschell. Les auteurs et GNDR remercient toutes les organisations membres de GNDR qui depuis 2020 ont contribué au projet *Rendre les déplacements plus sûrs*. Les membres qui ont apporté une contribution spécifique à l'élaboration de ce livre de recettes sont les suivants :

Capacity Building Initiative, Myanmar

Caritas, Chili

Comisión de Acción Social Menonita, au Honduras

Centre for Disaster Preparedness, Philippines

Cercle des droits de l'homme et du développement, République du Congo

Cruz Verde Honduras

Développement pour un Mieux Être, Niger

Dynamique Des Jeunes Pour La Paix Et Le Développement Intégral, en République Démocratique du Congo

Formal Education Network for Private Schools, Somalie

Fundación Salvadoreña para la Promoción Social y el Desarrollo Económico, Salvador

Hagar International, Cambodge

Hope Worldwide, Pakistan

Iraqi Institution for Development, Irak

Instituto de Investigación, Capacitación y Desarrollo de la Mujer, Salvador

Janathakshan GTE Ltd, Sri Lanka

Kothowain (Organisation pour le développement des peuples vulnérables), Bangladesh

Manadisaster Organisation au Rwanda

Nariño Joven, Colombie

National Society for Earthquake Technology, au Népal

Refugee and Migratory Movements Research Unit, Université de Dhaka, Bangladesh

Resilience Development Initiative, en Indonésie

Root of Generations, Soudan du Sud

Services sociaux des églises dominicaines, République dominicaine

Sociedad Amigos del Viento Meteorología Ambiente Desarrollo (AdeV), Uruguay

Songshoptaque, Bangladesh

Voice of South Bangladesh, Bangladesh

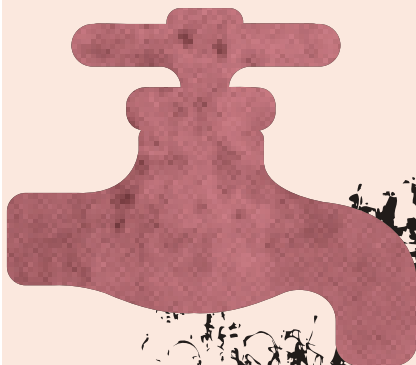
We Are A Light, Pakistan

Winam Grassroots, Kenya

**GNDR remercie ses partenaires pour leur contribution à ce livre de recettes :**

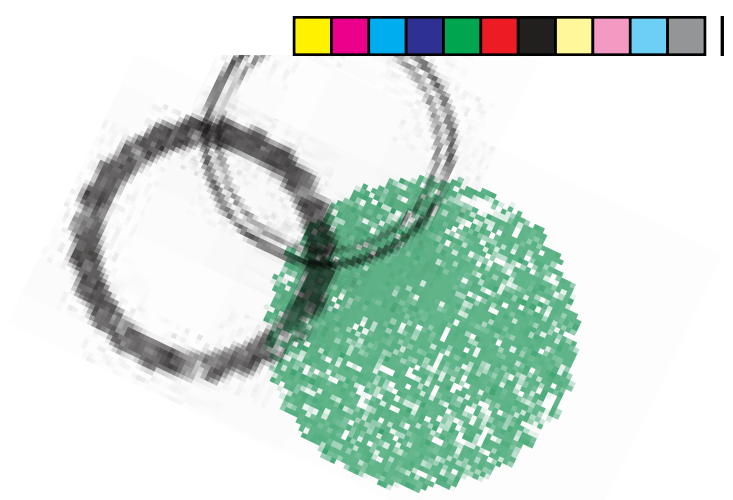
Internal Displacement Monitoring Centre

International Organization for Migration





# Notes



- 1 En 2022, l'Observatoire des déplacements internes (IDMC) faisait état de 32,6 millions de nouveaux déplacements internes mondialement à la suite de catastrophes auxquels s'ajoutent 28,3 millions de déplacements à la suite de conflits. Au 31 décembre 2022, le Rapport Mondial sur le déplacement interne (GRID) 2023 révélait que le nombre de personnes vivant un déplacement interne (les déplacements nouveaux et continus) avait atteint le nombre record de 71,1 millions.
- 2 Apprenez comment devenir membre de GNDR sur : sur [www.gndr.org/fr/network/become-a-member](http://www.gndr.org/fr/network/become-a-member).
- 3 Le **projet** *Rendre les déplacements plus sûrs* a été mis en œuvre par des partenaires de GNDR, dans 11 pays : Bangladesh, El Salvador, Honduras, Indonésie, Iraq, Népal, Niger, République du Congo, Rwanda, Soudan du Sud et Sri Lanka.
- 4 Voir la liste des participants aux ateliers sous le titre Remerciements.
- 5 Pour davantage d'informations, voir *Internal Displacement in an Increasingly Urbanized World [Déplacement interne dans un monde de plus en plus urbanisé]*, soumission faite au Groupe de travail de haut niveau sur les déplacements internes du Secrétaire général des Nations unies par le Service commun de profilage des déplacés internes (JIPS), UN Habitat et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED).
- 6 Voir l'addenda sur le déplacement à Résilience aux catastrophes – Tableau de bord des villes, de l'UNDRR.
- 7 Voir *Déplacement forcé Document global, 2022* de GNDR : [www.gndr.org/fr/forced-displacement-global-report](http://www.gndr.org/fr/forced-displacement-global-report)
- 8 Pour une terminologie plus complète, voir le guide *Des paroles aux actes de l'UNDRR : « Déplacements liés aux catastrophes : comment réduire les risques, faire face à leurs répercussions et renforcer la résilience des populations touchées »*, Annexe III.
- 9 Adapté de *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays* p. 5.
- 10 L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés définit un réfugié comme « quelqu'un qui ne peut ou ne veut pas rentrer dans son pays d'origine en raison d'une peur bien fondée d'être persécuté pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social particulier ou à une opinion politique ». Pour en savoir plus, consultez [www.unhcr.org/fr-fr/en-bref/qui-nous-protégeons/refugies](http://www.unhcr.org/fr-fr/en-bref/qui-nous-protégeons/refugies).
- 11 Adapté de l'Initiative Nansen, Agenda pour la protection paragraphe 20 de l'introduction.
- 12 Pour davantage d'informations, voir IDMC *Global Estimates 2015*, p 14.
- 13 Adapté de l'original : « Une communauté qui héberge une large population de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, généralement dans des camps ou en les intégrant directement dans des ménages. » Voir UNHCR 2010 Global Protection Cluster, Handbook for the Protection of Internally Displaced Persons p 505.
- 14 Pour davantage d'informations voir UNHCR-NGO Toolkit for Practical Cooperation on Resettlement [Boîte à outils pour les ONG sur la coopération pratique en matière de réinstallation (en anglais)].
- 15 Voir UNHCR *Conditions d'hébergement communautaire*.
- 16 Adapté de *Des paroles aux actes – Déplacements liés aux catastrophes, 2019*, UNDRR, p. 44.
- 17 Voir *Déplacement forcé Document global, 2022*, de GNDR, p. 38.
- 18 Pour davantage d'informations, voir la *Stratégie de GNDR*.
- 19 Adapté de *A/71/644 General Assembly (V)* 22.
- 20 [www.gndr.org/fr/resource/risk-informed-development/what-is-risk-informed-development/](http://www.gndr.org/fr/resource/risk-informed-development/what-is-risk-informed-development/).
- 21 Pour davantage d'informations, voir la *Stratégie de GNDR*.
- 22 Voir le *Cadre de l'IASC sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*, A1.
- 23 Pour davantage d'informations, voir *European Commission The Human Rights Based Approach (HRBA)*.
- 24 Voir les *Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays*, de l'ONU.
- 25 Voir *Des paroles aux actes sur les Déplacements liés aux catastrophes : rendre les déplacements plus sûrs en Indonésie*, RDI Indonesia film diffusé sur YouTube – [www.youtube.com/watch?v=DeR4\\_OS1gjo](http://www.youtube.com/watch?v=DeR4_OS1gjo).
- 26 Nom changé pour protéger l'identité.
- 27 Nom changé pour protéger l'identité.
- 28 [wuf.unhabitat.org/event/city-we-need-now](http://wuf.unhabitat.org/event/city-we-need-now)

## Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction

 GNDR.org

 globalnetworkdr

 company/gndrgndr.org

© 2024 Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction.

Association à but non lucratif enregistrée sous le numéro: 1141471. Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 07374358, Siège social : 8 Waldegrave Road, Teddington, TW11 8HT

